LA LIBERTÉ
Depuis 1913

JOURNAUX CENTENAIRES DU CANADA
CENTENARY NEWSPAPERS OF CANADA



Avis aux lecteurs et aux annonceurs

Veuillez prendre note que la date limite pour réserver votre espace publicitaire pour le numéro **du 11 janvier 2017** est **le 19 décembre 2016**.

Veuillez également noter que :
Le journal ne sera pas publié **le 28 décembre 2016 et le 4 janvier 2017.**
Les bureaux de *La Liberté* seront fermés **du 24 décembre 2016 au 8 janvier 2017.**

BE PROUD READ FRENCH
proposé par Emmanuelle Rigaud dans le cadre du concours de slogan de La Liberté

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 $ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 103 N° 35 • 14 AU 20 DÉCEMBRE 2016
SAINT-BONIFACE

LES LEÇONS PRATIQUES DE LA VIE L'HIVER

LES TRUCS DE L'ENTRAÎNEUR DES JEUNES HOCKEYEURS FRANCOS

Alex Tétrault offre un stage exceptionnel aux jeunes qui veulent perfectionner leur coup de patin en français.

Pendant le temps des Fêtes, le jeune entraîneur qui a déjà une quinzaine d'années à son actif sur la glace, partagera ses conseils aux jeunes qui rêvent de devenir des héros sur patins. Et à ceux pour qui le hockey n'est qu'un plaisir.

| Page 15.



photo : Daniel Bahuaud

LES CONSEILS DE L'ANGE DES CONDUCTEURS EN PANNE

N'essayez pas de faire croire à Albert Joyce qu'il est un superhéros des routes froides et enneigées.

Le vétéran de 15 ans de CAA sait bien que les automobilistes en panne sont très soulagés de le voir arriver. Son souci, c'est tout simplement de mettre son savoir-faire technique au service de ses clients.

Ce qui ne l'empêche pas de faire preuve de chaleur humaine. Voir notre série La vie l'hiver en **page 11.**

photo : Daniel Bahuaud

Citation DE LA SEMAINE

« Je me souviens qu'un de nos aînés a appelé la compagnie pour connaître le solde de son compte. Comme les connexions au réseau téléphonique sont mauvaises, il a dû rappeler sept ou huit fois. Il a été débité pour chaque appel. »

Gilbert Fredette est un conseiller de bande et le chef adjoint de la nation Cri de Norway House. L'été dernier, il a expliqué au journaliste de relève Gavin Boutroy quelques-uns des obstacles qui handicapent le développement économique de cette communauté du grand nord.

| Pages 8-9.



RECONNU EN 2016 AU



Le SOMMAIRE





Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi









LE JOURNAL

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe :
Lysiane ROMAIN
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL
bbocquel@mymts.net
Journaliste :
Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca
Journaliste et Webmestre :
Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca
Chef de la production :
Véronique TOGNERI
production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction
Facturation/Abonnement :
Roxanne BOUCHARD/Marta GUERRERO
administration@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste :
Cayouche (Réal BÉRARD)

LA LIBERTÉ RÉD

La Liberté Réd est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

Coordonnatrice :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca

Publi-reporters :
Camille HARPER-SÉGUY
presse2@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE
presse5@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA
presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos)
presse6@la-liberte.mb.ca

Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. L'heure de tombée pour les lettres à la rédaction est le vendredi 12 h pour une possible parution le mercredi de la semaine suivante.

Veuillez noter que les chroniques publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteurs et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 $
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 $ • **Outre-mer :** 247 $

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. »



ACTUALITÉS

QUESTIONS À TERESA COLLINS, DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES FRANCOPHONES

D'abord prendre la mesure des dossiers

Propos receuillis par

Daniel BAHUAUD

Vous êtes directrice du Secrétariat aux affaires francophones depuis le 1er décembre...

Pour moi, c'est le job parfait. Je prends la francophonie au sérieux. J'ai été élevée dans la banlieue de Londres. J'ai fait des études en français en Angleterre et à Montréal. J'ai choisi de travailler en français, de vivre en français. Mon fils est bilingue. Il étudie à l'USB. Je veux que d'autres aient cette chance.

J'ajoute que je comprends le fonctionnement du gouvernement, puisque je suis directrice du Service de traduction de la Province depuis trois ans. Auparavant, j'étais la coordonnatrice des services en français pour plusieurs ministères : Agriculture; Travail et Immigration; Innovation, Énergie et Mines ainsi que le ministère de l'Entreprenariat. Je suis persuadée de la part que le gouvernement provincial est appelé à jouer pour améliorer la vie des francophones.

Justement, la nouvelle Loi 5 sur l'épanouissement des francophones aura un impact considérable dans la concrétisation de ces objectifs...

Le Conseil consultatif, prévu par l'article 8 de la *Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine* s'est déjà rencontré. On s'est mis à l'œuvre dès notre toute première rencontre. On va procéder à la mise à jour de la politique sur les services de langue française, pour s'assurer qu'elle s'aligne bien avec la Loi 5. On s'est aussi donné comme tâche d'étudier l'idée des régions désignées françaises, pour voir si elles sont toujours pertinentes ou s'il y a aussi des ajustements à faire. On s'est aussi donné comme autre tâche d'améliorer la présence des francophones au sein de la fonction publique.

La nouvelle directrice du Secrétariat aux affaires francophones a quelles priorités?

À court terme, de me mettre au courant de tous les dossiers sur lesquels travaille le Secrétariat. Il y a beaucoup à apprendre. Et puis je veux entamer un dialogue avec la communauté francophone, au-delà de mon siège au Conseil consultatif. J'ai déjà quelques rendez-vous de planifiés pour rencontrer les représentants des organismes, comme Santé en français, le World Trade Centre de Winnipeg et la Société franco-manitobaine. C'est très excitant.



photo : Gracieuseté Secrétariat aux affaires francophones

Teresa Collins.

« TROIS VOIX À LA 3 »



Michel Lagacé

Le Parti conservateur a besoin d'un vrai chef

Après deux heures d'écoute du « débat » tenu le 7 décembre dernier, on peut se demander si les candidats crédibles refusent de se présenter, pour avoir déjà conclu qu'ils ne pourraient pas battre Justin Trudeau en 2019. Cela expliquerait la piètre performance des 14 candidats mercredi dernier. La plupart ont lu des réponses répétitives préparées d'avance, surtout lorsqu'ils parlaient en français pour remplir les 50 secondes dont chacun disposait pour répondre à une question.

Maxime Bernier et Steven Blaney ont démontré qu'ils connaissent l'anglais au moins aussi bien que leurs adversaires connaissaient le français. Chris Alexander, Rick Peterson, Michael Chong et même Andrew Scheer pourraient se débrouiller en français moyennant beaucoup de travail d'ici 2019. Tous les autres candidats devraient se demander pourquoi ils ont posé leur candidature. Est-ce qu'ils s'imaginent qu'ils peuvent apprendre le français rapidement tout en étant chef de l'opposition? Est-ce qu'ils croient qu'ils peuvent être élus sans l'appui des francophones, même si toutes les circonscriptions auront le même poids dans le choix du prochain chef?

Lisa Raitt et Kellie Leitch peuvent à peine lire des réponses écrites en français. Durant la dernière campagne électorale, cette même Kellie Leitch annonçait, avec Chris Alexander, que le gouvernement allait établir une ligne téléphonique pour inviter les Canadiens à dénoncer leurs voisins soupçonnés de « pratiques culturelles barbares ». Est-ce que les conservateurs veulent afficher ces bagages idéologiques en 2019?

Michael Chong et Rick Peterson pourraient se démarquer au débat en français le 17 janvier. Entre-temps, les candidats ont jusqu'au 24 février pour poser leur candidature. Le Parti conservateur en a grand besoin!

Roger Turenne

Les « *sunny ways* » sont terminés

N'a-t-on jamais vu un cafouillage tel que celui du gouvernement Trudeau sur le dossier de la réforme électorale? Il lance consultation sur consultation pour embrouiller et manipuler plutôt qu'éclairer. Et lorsqu'un comité parlementaire accomplit sa tâche, la ministre, Maryam-au-perpétuel-sourire, s'en moque. Avant même que nous ayons un projet de réforme électorale devant nous, le voilà mort-né, torpillé par son parrain.

La trahison de M. Trudeau, car c'est bien de cela qu'il s'agit, s'inscrit dans une longue tradition de partis d'opposition qui promettent la réforme électorale et qui font volte-face une fois élus par le système qu'ils condamnaient. René Lévesque l'a fait en tergiversant jusqu'à ses prochaines élections. Gordon Campbell, en Colombie-Britannique, et Dalton McGuinty, en Ontario, avaient tous deux soumis des projets de représentation proportionnelle à des référendums. Mais en refusant de les appuyer, leurs initiatives se sont soldées par des échecs. Ils avaient laissé le champ libre aux opposants. En Colombie-Britannique, le « Oui » l'avait emporté avec 58 %. Mais pour que le projet soit adopté, le gouvernement avait exigé 60 % du vote populaire.

Le cafouillage de M. Trudeau risque de torpiller non seulement le projet de réforme électorale, mais également sa réélection. Toute cette confusion s'ajoute à sa bévue sur Castro, à ses agissements discutables entourant les prélèvements de fonds pour son parti. Sans oublier la confusion entourant l'achat des avions de combat. Une image d'incompétence et de duplicité commence à se former. Une image qui sera difficile à enrayer. L'ère des « *sunny ways* » est terminée.

Raymond Clément

Le pari du Fédéral sur les oléoducs

Donc le Fédéral a approuvé deux projets d'oléoducs. L'un doit acheminer du pétrole brut vers le marché américain au Wisconsin et l'autre vers le marché asiatique, en passant par la région de Vancouver. Celui-là suscite beaucoup plus de réaction parce qu'il passe tout près d'une région urbaine qui connaît aussi une augmentation annuelle d'environ 300 bateaux. L'avantage des deux oléoducs approuvés est que le trajet est déjà en place.

Par cette annonce le Canada cherche à augmenter de 30 % sa capacité d'exportation vers les marchés étrangers. Les deux tiers du pétrole exporté sont surtout destinés aux réservoirs des voitures. Il y en a au-delà de 260 millions aux États-Unis; soit 4 voitures pour 5 personnes. Il y maintenant 1,2 milliard de voitures dans le monde.

Les experts croient que d'ici 2040, le nombre de voitures passera à 2,4 milliards. L'essentiel de cette augmentation va se produire dans les pays asiatiques, comme la Chine et l'Inde. C'est donc compréhensible que le Canada cherche à profiter de cette énorme augmentation prévue du parc automobile mondial.

Le problème avec ces constructions d'oléoducs, c'est si les citoyens et les gouvernements du monde entier décident vraiment d'atténuer la pollution dans le monde. La technologie existe déjà. Le Brésil a l'éthanol et la Chine le méthanol. Deux solutions qui pourraient être utilisées comme carburant du futur. Sans oublier les voitures hybrides électriques.

Et surtout sans perdre de vue que tôt ou tard, la consommation des hydrocarbones devra remplacer la consommation des hydrocarbures.

Éditorial



par Bernard Bocquel
bbocquel@mymts.net

Le français, signe des temps

Le problème pratique qui se pose aux missionnaires en tous genres, c'est leur ardent besoin de partager leurs convictions. La victoire du convaincu, c'est d'obtenir des conversions irrévocables. Il va de soi que la puissance de conviction n'est pas donnée à toutes et à tous les missionnaires.

La tâche est ardue, surtout quand l'atmosphère générale n'est pas propice à accueillir des messages à contre-courant du gros tourbillon ambiant. Les environnementalistes en savent quelque chose dans ce monde addicté au pétrole. Face aux forces de la surconsommation, ils doivent mettre de l'eau dans leur vin pour être entendus.

C'est alors qu'en désespoir de cause le militant s'accroche à un quelconque personnage réputé influent responsable d'une sentence définitive du style : *Seules les causes perdues valent la peine d'être défendues*. Un jugement moral prononcé un jour dans le feu de l'action par l'avocat américain Clarence Darrow, de l'Union américaine pour les libertés civiles. Une conviction personnelle à prétention universelle qui ne pouvait que résonner chez un frère ou une sœur d'arme.

Au Manitoba, les mordus de la langue française et de la culture canayenne, pris dans l'impitoyable logique du *C'est au plus fort la poche*, se demandent depuis bien longtemps si au fin fond les causes perdues valent vraiment la peine d'être défendues. Pour beaucoup d'entre eux, l'amour pour maman, papa, mémère, pépère leur a permis de répondre oui. Mais comment cet amour aussi fort et mystérieux qu'indescriptible peut-il de nos jours se traduire en un argument suprême à même de convaincre les tièdes de cultiver la vieille souche canadienne-française?

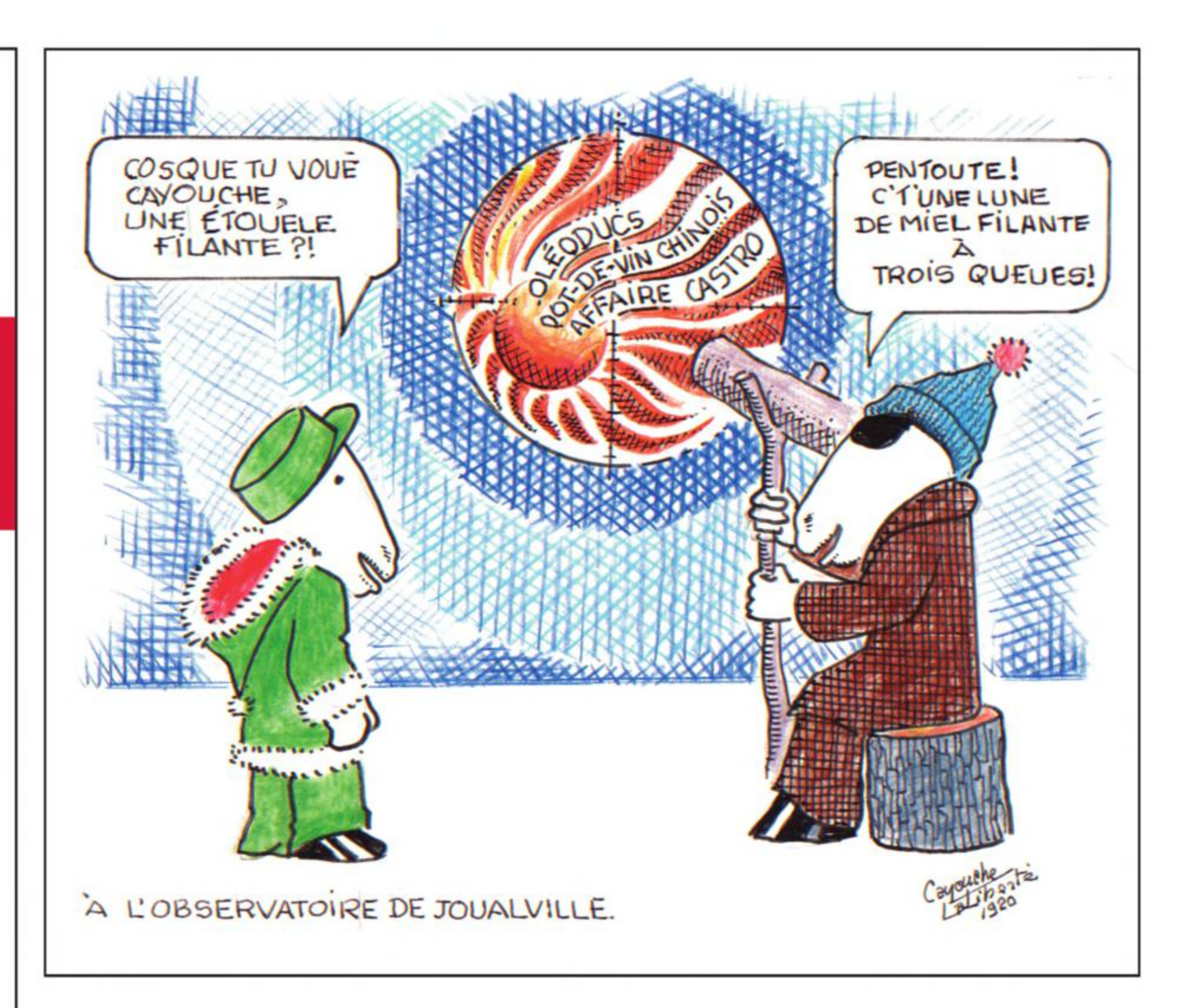
La question s'impose avec une acuité toujours plus terrible, puisque depuis au moins deux générations, on assiste au grand brassage d'un groupe d'humains qui avait longtemps pu rester assez concentré sur lui-même pour assurer une homogénéité de langue et de religion. Pour échapper au supposé péril des mariages dits mixtes/exogames, les vieux bergers-missionnaires des petits troupeaux de Canayens égarés dans l'Ouest ont asséné que « la langue française est gardienne de la foi catholique ». Un argument fallacieux, vidé de tout sens lorsqu'à Vatican II les pères conciliaires, sensibles aux signes des temps, ont reconnu que le pseudo dogme *Hors de l'Église point de salut* était indigne de leur Dieu.

Y a-t-il pire que de devoir agiter des arguments stériles en faveur d'une bonne cause? Heureusement, la vitesse phénoménale à laquelle la planète s'est rétrécie depuis quelques décennies a enfin donné aux bilingues de cœur d'excellentes raisons de persévérer. C'est d'ailleurs tout à leur honneur d'avoir compris bien avant l'Internet et Facebook que la Terre est petite et qu'ils n'avaient rien à gagner à rester coincés dans leur minuscule nombril.

Voilà quarante ans déjà, un militant laïc de la cause française n'avait d'autres avenues que de moquer celles et ceux qui refusaient dans le recensement fédéral de choisir entre le français et l'anglais. Ces gens affirmaient déjà leur propre identité en s'affichant bilingues. Toute attitude dirigée contre des « mutants » culturels bilingues serait dorénavant considérée comme ridicule. Aux bilingues assumés des nouvelles générations d'amplifier le phénomène d'affirmation en refusant ouvertement la pression de ceux qui veulent les obliger à se conformer à une catégorie « anglo » ou « franco ».

Le bilingue d'esprit rejette viscéralement toute idée de division, de séparation de sa personne. Lorsque les grands défenseurs professionnels et autres missionnaires autoproclamés de la Francophonie manitobaine ancienne version admettront cet état de fait, ils comprendront pourquoi ils n'obtiennent aucun écho dans la quasi-totalité de la jeunesse.

Considéré pour lui-même, le français au Manitoba est une cause perdue. Vu comme l'élément clé d'une aventure destinée à faire évoluer les mentalités vers plus d'ouverture d'esprit, le français se fait signe des temps : celui de l'urgent appel à l'universel, enfoui en nous tous.



À VOUS *la parole*

Vous pouvez réagir aux lettres sur www.la-liberte.mb.ca ou en écrivant à la rédaction la-liberte@la-liberte.mb.ca.

L'USB veut mettre sur pied une garderie

Madame la rédactrice,

Nous sommes heureux d'annoncer que les membres du Bureau des gouverneurs de l'Université de Saint-Boniface (USB) ont approuvé à l'unanimité, lors d'une réunion spéciale tenue le 8 décembre 2016, la recommandation de l'administration de procéder à la mise sur pied d'une garderie sur son campus, sous réserve de financement adéquat provenant de sources gouvernementales.

Cette construction d'environ 7 500 pi² sera en mesure d'accueillir 16 poupons et 64 enfants d'âge préscolaire. Ce nouvel organisme à but non lucratif, avec son propre conseil d'administration, sera tenu de respecter les normes établies par la Province du Manitoba.

Afin de bien comprendre le contexte et les travaux qui ont alimenté cette prise de décision, il importe de faire le bilan de l'historique complexe de ce dossier.

Fermement ancrée au sein de sa communauté, l'USB croit fortement à l'importance de l'éducation de la jeune enfance comme étant au cœur de l'épanouissement et du développement de celle-ci. Depuis maintenant 27 ans, l'USB investit dans le développement de pratiques novatrices qui ont contribué à l'évolution de notre programme « Éducation de la jeune enfance ».

C'est en décembre 2011 que l'USB a commandé une étude entourant les services de garde sur notre campus. Cette dernière a révélé des besoins importants dans le domaine des services de garde ainsi qu'un intérêt prononcé de nos étudiants, de notre personnel et de la communauté pour de tels services. L'étude a de plus soulevé la possibilité de créer autour d'une garderie un centre de recherche et de démonstration des pratiques exemplaires, en plus d'un laboratoire de stages pratiques. Ce projet à deux volets a été nommé Centre d'excellence enfant, famille et communauté.

Le Bureau des gouverneurs a adopté en septembre 2013 une proposition afin d'élaborer un plan de mise en œuvre d'un centre d'excellence. Le mandat était d'évaluer tous les aspects de fonctionnement ainsi que les coûts associés à un tel projet. En septembre 2015, le Bureau des gouverneurs a étudié le plan de mise en œuvre, mettant en relief l'envergure et la complexité d'un tel centre. De plus, le Bureau des gouverneurs a pris en considération un rapport du cabinet conseil Ketchum Canada Inc. qui a évalué la capacité pour l'USB de mener avec succès une campagne de financement afin d'appuyer la construction d'un édifice de deux étages abritant un centre d'excellence et une garderie. Le rapport Ketchum a exposé des manques à gagner significatifs au niveau du financement et des ressources.

C'est donc à l'unanimité que les membres du Bureau des gouverneurs ont décidé qu'il n'était pas possible pour l'USB de procéder à la création d'un centre d'excellence dans la forme recommandée et ce en concordance avec les rapports d'experts et les ressources humaines et financières disponibles.

Suite à cette décision, le Bureau des gouverneurs a formé, à sa réunion du 24 novembre 2015, un comité *ad hoc* afin d'étudier la possibilité de mettre sur pied un projet de moindre envergure comportant uniquement une garderie. Le comité *ad hoc* a déposé son rapport et ses recommandations au Bureau des gouverneurs le 24 mai 2016. Par la suite, le Bureau des gouverneurs a mandaté l'administration de poursuivre le travail d'exploration et de développer une étude plus approfondie en lien avec les coûts de construction et d'opération d'une garderie.

Parallèlement, l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface a tenu en octobre 2016 un référendum et une assemblée générale extraordinaire où les étudiantes et les étudiants ont voté en faveur d'une contribution de 750 000 $ envers le projet.

Notre décision de procéder à la construction d'une garderie se veut l'accomplissement de plusieurs années de travail et de consultations. À cet effet, l'USB souhaite remercier sincèrement l'ensemble des acteurs impliqués dans le développement de ce projet, qui fait écho aux priorités de nos étudiants, de notre personnel et de notre communauté, tout en s'alignant avec les priorités de notre plan stratégique.

Antoine Hacault, président
Bureau des gouverneurs
Université de Saint-Boniface
Gabor Csepregi, recteur
Université de Saint-Boniface
Le 8 décembre 2016

À VOUS *la parole*

*Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.mb.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.*

Un regard social sur la redistribution des impôts

Madame la rédactrice,

Nous tenons jalousement à l'argent que nous gagnons. Nous nous plaignons que tel ou tel groupe profite de nos contributions aux impôts alors qu'ils ne paient pas leur juste part. On a l'impression que les gens les plus vulnérables coûtent tellement cher à la société. Enfin la question a été bien fouillée afin que nous puissions déterminer qui profite réellement de nos impôts. David Macdonald du Centre canadien de politiques alternatives en a fait sa quête personnelle.

M. Macdonald a analysé les dépenses reliées à l'imposition des particuliers. Sa recherche publiée le 5 décembre est intitulée *Out of the Shadows*. Le ministre des Finances recueille environ 100 milliards $ des particuliers chaque année. Il existe environ 64 déductions disponibles au fédéral. Ces échappatoires légales coûtent au gouvernement canadien 100,5 milliards $.

Les cinq déductions les plus régressives (comme les investissements à l'étranger, les gains capitaux, le fractionnement des pensions, etc.) coûtent 10 milliards $ au programme des impôts fédéraux. 99 % de ces bénéfices vont aux 50 % les plus riches. Les personnes les moins riches (10 %) reçoivent en moyenne 130 $ en retour d'impôts, et en moyenne 1 300 $ en transferts personnels, (remboursements TPS, prestations fiscales pour enfants, etc). En contraste, grâce aux déductions permises aux 10 % de Canadiens qui gagnent 84 000 $ ou plus, ces derniers reçoivent en moyenne 15 000 $.

Il faudrait que les citoyens sachent combien nous coûte chaque échappatoire. Informés, nous serions motivés à exiger que le gouvernement commence à diminuer le montant des déductions qui sont accordées aux plus riches et à utiliser ces sommes pour les redistribuer de façon plus équitable aux personnes moins nanties.

Ces 10 milliards $ pourraient d'abord alléger la pauvreté des aîné(e)s. On pourrait enfin diminuer la pauvreté chez les enfants et leur famille, instituer un système national d'éducation préscolaire et de services de garde scolaire, assurer des infrastructures d'eau et d'égouts dans les réserves et les régions éloignées. Le gouvernement fédéral pourrait instituer une politique nationale de logement et subventionner des logements abordables. Il pourrait assurer l'accès à l'éducation secondaire des jeunes dans les communautés autochtones. On pourrait assurer des services en santé, davantage de services à domicile. On pourrait stimuler l'économie en investissant dans des énergies vertes.

Maintenant il faudrait s'assurer de faire une analyse d'après les genres! C'est essentiel d'analyser comment les femmes subissent les contrecoups du système fiscal existant. Elles aussi ont droit à leur juste part.

Puisque 50 % des mariages s'effritent et que la garde des enfants est souvent accordée aux soins de la mère, les femmes se trouvent souvent dans la pauvreté. 50 % des aînées vivent sous le seuil de la pauvreté. 67 % des gens qui gagnent le salaire minimum sont les femmes, comme d'ailleurs 67 % des personnes qui travaillent à temps partiel. En moyenne, les femmes gagnent encore.70 pour chaque dollar gagné par les hommes. Dans un contexte pareil, il y a beaucoup à faire pour assurer une distribution équitable de la richesse. Parce qu'on est en 2016!

Gisèle Saurette-Roch
Réseau action femmes, MB inc.
Le 8 décembre 2016

LE STATUT JURIDIQUE ET FISCAL DE LA SFM SERA EXAMINÉ

Le désir d'arriver à du concret

Le comité de refonte de la Société franco-manitobaine (SFM) a déjà acquis la conviction que tout le monde veut une SFM, sous une forme ou sous une autre.


photo : Daniel Bahuaud

Raymond Lafond, le président et porte-parole du comité de refonte de la SFM.

Raymond Lafond, le président et porte-parole du comité, explique où est rendu le groupe dans ses réflexions : « À la mi-octobre, on avait lancé l'appel au grand public de soumettre ses idées, jusqu'au 30 novembre. On a reçu 15 lettres sur la structure de gouvernance de la SFM. Sur ces 15 documents, une dizaine provenait d'individus et le reste d'organismes de la communauté. Certaines soumissions étaient bien étoffées. Les contributeurs ont mis beaucoup de temps et d'efforts.

« De manière générale, les soumissions se recoupaient beaucoup. Pas une personne ne dit qu'on n'a plus besoin d'une SFM. Par contre tous les soumissionnaires veulent qu'elle soit plus représentative et plus pertinente. De différentes façons. »

Nourri des idées et opinions exprimées, le comité de refonte poursuit ses délibérations. « On regarde tout. Même si à première vue une idée peut avoir l'air farfelue. Nos membres proposent ouvertement leurs idées, dans un esprit d'ouverture et avec un désir d'arriver à des recommandations concrètes et valables.

« On a déjà fait plusieurs remue-méninges sur le rôle et la mission de la SFM, de sa structure et sa gouvernance. Y compris sur son statut juridique et fiscal. La SFM devrait-elle demeurer organisme de bienfaisance ou plutôt se repenser en tant qu'organisme à but non lucratif ? On va explorer la question. »

Entre-temps le comité de refonte alimente aussi sa réflexion en examinant le fonctionnement des organismes porte-parole des francophones des autres provinces et territoires. « On se penche sur les documents corporatifs et administratifs des organismes semblables à la SFM, pour voir si ce qu'ils font s'applique à nous. »

Le comité de refonte prévoit soumettre ses recommandations finales au plus tard le 31 mars 2017.

D. B.

DEUX PERSPECTIVES SUR L'ACTION DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Pallister aux prises avec son idéologie

Brian Pallister paraît pressé de réduire les dépenses provinciales. Ainsi il fait flotter l'idée de renégocier les ententes salariales conclues avec les employés de Province. Un sondeur et un sociologue offrent leurs perspectives sur la mentalité fiscale qui anime le gouvernement.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

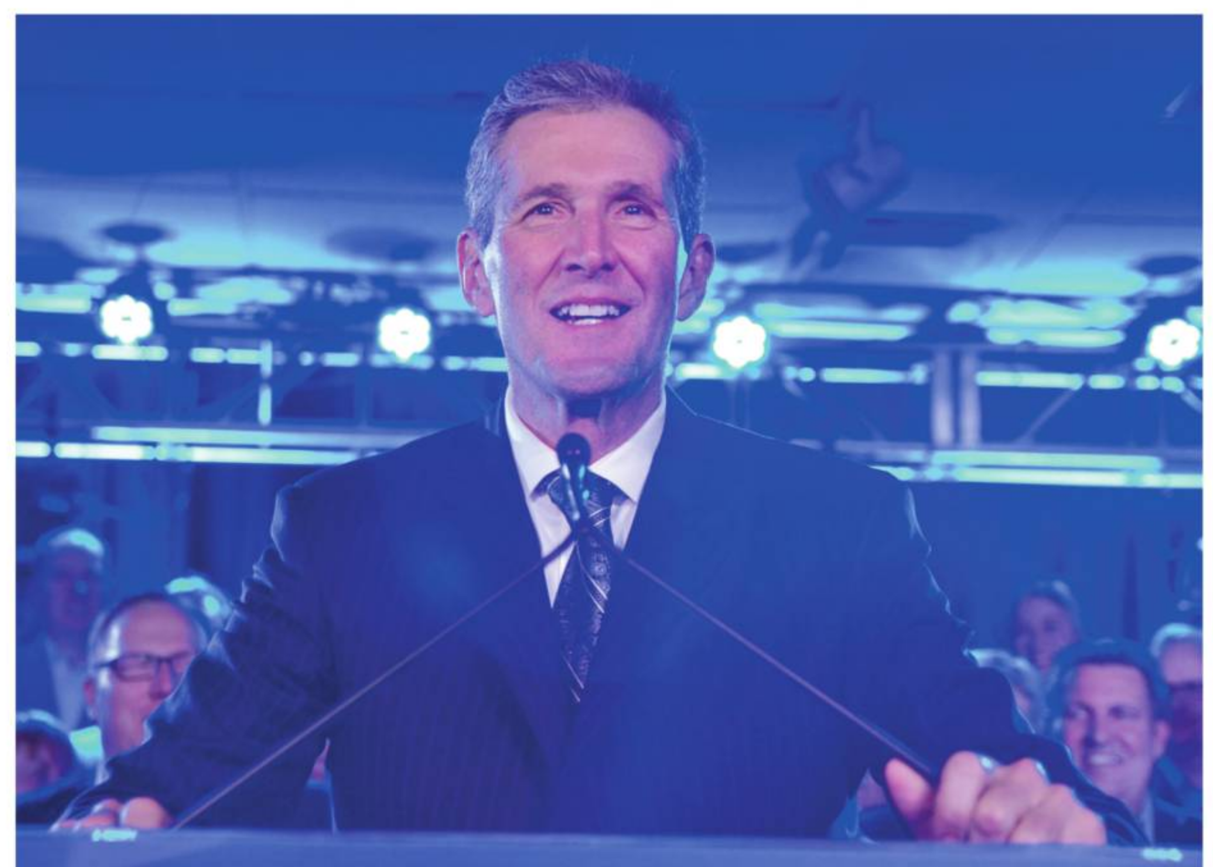
Scott MacKay, le président et fondateur de Probe Research, l'entreprise winnipégoise de recherche sur l'opinion publique, est « surpris par les mesures draconiennes de Brian Pallister pour réduire le déficit provincial ».

« En juin, dans un sondage pour le compte du *Winnipeg Free Press*, 79 % des répondants ont indiqué qu'à leur avis, les Manitobains étaient animés par un désir de changement lorsqu'ils ont voté pour les progressistes-conservateurs. Seulement 10 % ont indiqué qu'ils souhaitaient un virage vers la droite économique et politique. »

Dans un deuxième sondage de Probe Research, également effectué en juin, 66 % des répondants ont indiqué qu'ils souhaitaient que le gouvernement prenne son temps pour réduire le déficit, en adoptant une approche gradualiste.

« Le public ne réclamait pas les coupures profondes préconisées par Brian Pallister. Il souhaitait peut-être que le gouvernement trouve des moyens pour être plus efficace, mais pas des réductions draconiennes.

« Le Premier ministre s'en rend peut-être compte. C'est donc possible que Brian Pallister veuille tout simplement lancer le message – aux électeurs, aux syndicats, à la fonction publique et aux partisans progressistes-conservateurs – que son gouvernement est très différent de celui des néo-démocrates. Et qu'au bout du compte il se fera plus modéré.



Archives La Liberté

Brian Pallister, le soir de sa victoire électorale, le 19 avril. Selon un sondage de Probe Research, son gouvernement n'aurait pas reçu le mandat de sabrer dans les dépenses publiques.

« C'est une astuce classique. Et elle est à souhaiter, du moins pour l'avenir politique de son parti. La dernière fois qu'un gouvernement a fait preuve d'un véritable conservatisme fiscal profond, il n'a duré qu'un seul mandat, entre 1977-1981, sous Sterling Lyon. »

Paul Brochu, le professeur de sociologie à l'Université de Saint-Boniface, est « moins convaincu que Brian Pallister est en train de bluffer ».

« Il ne peut pas faire autrement, ou encore même penser autrement. C'est un conservateur fiscal, qui voit le monde selon le modèle économique de l'entreprenariat. Ça veut dire qu'il pense comme l'actionnaire principal d'une entreprise. Il veut faire des économies, en réduisant les coûts des opérations de l'État qui, pour lui, est une *business*.

« Il n'est pas le seul à penser comme ça. Ça fait plus de 25 ans que les démocraties mondiales sont dominées par le modèle économique capitaliste. Les gouvernements ne livrent plus des services pour le bien-être des citoyens. Ils gèrent des entreprises, qui ont des clients. Ils entretiennent une hantise du gaspillage. Même si nos coupures portent atteinte à notre qualité de vie. Ou encore même à notre bien-être. Ce n'est pas étonnant que trois hôpitaux de Winnipeg connaissent des retards record au niveau de l'attente dans les salles d'urgence. »

Paul Brochu affirme que « la mentalité entrepreneuriale a imprégné toute la société, y compris nos familles ». Il s'interroge : « Le développement humain doit-il être régi par le critère de la finance? La réponse actuelle est *oui*. C'est la domination de l'esprit économique.

Depuis les années 1990, les écoles d'administration n'enseignent qu'un seul modèle. Celui des entreprises capitalistes. Même les gestionnaires des caisses populaires et d'autres coopératives ont été formés à cette école.

Ils ne connaissent plus les principes qui sont à la base même du mouvement coopératif. Entre autres que le but d'une caisse n'est pas de faire des profits, mais de rendre un service.

« Il faut évidemment voir à la bonne gestion des finances de l'État. Mais arrêtons de voir la finance comme une fin en soi.

Quand un gouvernement pense l'économie d'une seule façon, en faisant de l'argent sa grande priorité, il ne fait plus de la science économique. Il a sombré dans l'idéologie.

« Compter des sous, ce n'est pas la mentalité qui va permettre de développer une société. Encore moins d'offrir des services aux citoyens. L'ironie, c'est que les grands entrepreneurs ne comptent pas leurs sous. Ils prennent des risques. »

CETTE « PLEINE CONSCIENCE » QUI CONDUIT À LA COMPASSION

Un chemin pour sortir des angoisses

Un Canadien sur cinq sera aux prises avec une maladie mentale au cours de sa vie, affirme Santé Canada. Micheline St-Hilaire soutient qu'on peut éviter le pire en apprenant des techniques pour redevenir pleinement conscient de soi-même et des autres.


Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Micheline St-Hilaire comprend « très bien, trop bien même » les effets de la vie contemporaine. La responsable du Projet Compassion de la Corporation catholique de la santé du Manitoba brosse le tableau de la situation :

« S'il n'y avait pas de conséquences néfastes, le fait qu'on est dans le *rush* constant serait presque drôle. Au travail ou en famille, on ne réussit pas à tout accomplir. On vit un stress constant. Et on est entouré de distractions qui nous interpellent 24 h par jour, sept jours sur sept. Ces conditions nuisent à notre capacité de porter attention à nous-mêmes, à notre conjoint, à nos enfants, nos collègues. Et je n'oublie pas non plus les personnes qu'on croise au quotidien.

« Les résultats, on les connaît bien, particulièrement dans les cliniques et les hôpitaux : anxiété, dépression, dépendances, tensions, douleurs, cardiopathie et cancers.

« Ce qui est étonnant, c'est que tous ces maux sont d'abord causés par une perception de la réalité. Notre pensée réagit à l'environnement. Mais ce n'est pas coulé dans le béton qu'on doit se laisser emporter par le courant. On peut changer notre perception. »

Pour effectuer ce changement intérieur, Micheline St-Hilaire propose des techniques de réduction du stress basée sur la pleine conscience (*Mindfulness Based Stress Reduction*, le *MBSR*) donc des techniques qui favorisent la redécouverte de soi. Des techniques qui seront présentées lors d'une formation de cinq semaines offerte par la Corporation catholique de la santé du Manitoba. (1)

« À la base, le *MBSR* préconise la redécouverte d'une capacité qu'on a déjà en nous. Celle de s'arrêter pour être pleinement présent, dans le moment présent. Lors de la formation, on note ce qui se passe autour de nous et en nous. On examine comment on réagit au stress et quels mécanismes agissent automatiquement en nous. On apprend à se recentrer en temps de stress.

« On se met à l'écoute de son corps. La respiration quand on est tranquille, ou même en mouvement. En marchant, je réapprends à sentir la plante de mes pieds. Ça m'aide à me focaliser sur le moment présent.

« Les techniques sont simples. Mais comme tout exercice, c'est un travail de longue haleine. Ça demande de la pratique. Quand on s'arrête pour s'écouter, pour écouter sa respiration, notre esprit se met à vagabonder. Souvent, c'est en s'inquiétant du passé et ce qui va se produire à l'avenir. C'est justement de ces angoisses qu'il faut apprendre à se détacher. »



photo : Daniel Bahuaud

Micheline St-Hilaire : « En pratiquant la pleine conscience, j'ai appris que je ne dois pas ignorer les difficultés de la vie. Parce que sans elles, on n'accède pas pleinement aux joies de la vie. La clé, c'est de mettre son stress en perspective. »

Micheline St-Hilaire est formelle lorsqu'elle souligne que « la pleine conscience n'est pas une affaire juste pour soi ».

« La pratique a été développée est conçue pour nous mettre en relation avec les autres. Elle conduit à la compassion. Son concepteur, Jon Kabat-Zinn, était microbiologiste du Massachussetts. Il travaillait dans une école de médecine. C'était au milieu des années 1970. Kabat-Zinn était étonné qu'on ne fasse pas plus pour aider les patients qui éprouvaient de la douleur chronique ou qui souffraient du stress. Les cliniciens estimaient avoir fait leur travail en leur donnant des médicaments. En appliquant les techniques du développement de la pleine conscience, les patients ont pu réduire leur douleur. Et leur système immunitaire était renforcé.

« Un déclic s'est fait chez des médecins et d'autres cliniciens. Ils ont suivi eux-mêmes la formation, pour découvrir qu'ils devenaient plus compatissants. À l'écoute de l'autre. À la Corporation catholique de la santé du Manitoba, on est convaincu, nous aussi, que la pleine conscience est une clé qui conduit vers une plus grande compassion. La technique est spirituelle dans le sens large du terme. Elle est profondément compatible avec notre mission, qui est "d'être à l'écoute de la communauté, à être présente pour elle et à répondre à ses besoins".

(1) La formation sur la pleine conscience sera offerte du 20 au 25 janvier. Renseignements : www.chcm-ccsm.ca/compassion-project/mbsr/3942-2/

LUMIÈRE SUR LE NORD (PARTIE 2 DE 3)

VIVRE À 330 KM D'UNE BANQUE AVEC LES RÈGLES DE NORTHERN STORE

Lynn Lake et ses maux de têtes

Le mariage malheureux d'infrastructures de télécommunications désuètes et d'une offre de services bancaires limitée est la source d'un mal de tête permanent pour les résidents du Nord du Manitoba.

Gavin BOUTROY
Collaboration spéciale

Le maire de Lynn Lake, James Lindsay, est formel : « Sur le plan des services bancaires, un résident de Lynn Lake va dépendre sérieusement de services bancaires en ligne. Il n'y a pas de service de dépôt de chèque ou d'argent comptant dans le village depuis 2004. Pour effectuer un dépôt en personne, il faut aller à Thompson et faire 330 kilomètres de route. »



photo : Gavin Boutroy

James Lindsay, le maire de Lynn Lake, présente certains problèmes dont son village est affecté par le biais d'une explication cartographique.

Lynn Lake est une communauté de moins de 700 habitants, avec un budget municipal de moins d'un million de dollars. Comme il n'y a pas de banque dans le village, le maire se charge ainsi de ses besoins personnels en services bancaires.

« Pour faire un dépôt, je vais à Thompson à chaque un ou deux mois. Souvent, des habitants vont envoyer leurs dépôts avec une personne qui va à Thompson et à laquelle ils font confiance. Sinon, pour retirer de l'argent liquide, il existe deux guichets automatiques en ville. L'un exige 3,00 $ de frais et l'autre 2,75 $.

« Au moins, j'ai la chance d'avoir mon propre véhicule. Si je veux aller à une banque, je le peux. Pour ceux qui n'ont pas de véhicule, ou qui sont trop âgés pour faire le trajet jusqu'à Thompson, il y a très peu d'options.

« L'une de ces options, c'est d'utiliser les services bancaires par Internet. Mais notre Internet n'est pas du tout fiable, avec de très faibles bandes passantes. L'infrastructure de télécommunications est vieille de 40 ou 50 ans.

« En plus de se détériorer rapidement, elle n'est surtout pas adaptée à nos besoins en termes d'Internet. Le monde a beaucoup changé en 40 ans. Tout ce qui est appels téléphoniques, messages textes et données Internet doit rebondir sur cinq tours à micro-ondes qui nous connectent au réseau d'Internet à haute vitesse qui se termine à Thompson.

« On nous assure que nous avons accès à un réseau Internet à haute vitesse, mais à présent, la vitesse du réseau est limitée à 1 ou 1,5 mégabit par seconde. À Thompson, il y a 5 mégabits par seconde, et à Winnipeg, jusqu'à 7 mégabits par seconde.

« Pour mettre tout ça en perspective, à Lynn Lake ça prend de cinq à dix minutes pour charger un fichier vidéo de trois minutes sur Youtube. »

En sortant des bureaux municipaux après l'entrevue, le maire et un employé municipal sont ébahis de voir un camion de MTS dans la rue. Les services de télécommunications de Lynn Lake (et d'un large secteur du Nord du Manitoba) sont assurés par MTS Allstream. James Lindsay intercepte immédiatement l'employé de la compagnie de télécommunications. Il lui déballe séance tenante une série de griefs récents, qu'il avait énumérés quelques minutes à *La Liberté*.

Suite en page 9.

LUMIÈRE SUR LE NORD (PARTIE 2 DE 3)

Suite de la page 8.

« Récemment, plus d'une douzaine de clients ont été sans service Internet, dont *Penner Cardlock*, la station à essence la moins chère du village. Car sans Internet, la station à essence automatisée est hors service. Alors à la place de payer l'essence 1,09 $ le litre, il faut aller à la station Esso, où la pompe affiche l'essence à 1,25 $ le litre. C'est une augmentation de 25 % sur le prix de l'essence.

À moitié à la blague, le maire offre à l'employé de MTS une maison gratuite au village, pour que la communauté puisse avoir un technicien des télécommunications à portée de main.

Pour les résidents de Lynn Lake, mis à part les services bancaires en ligne et les déplacements à Thompson, il y a l'option du *We Card*. C'est un service de carte de débit offert par le Northern Store, une entreprise de la Compagnie du Nord-Ouest.

La Compagnie du Nord-Ouest détient un quasi-monopole sur la vente de produits alimentaires, et de quincaillerie dans le nord canadien. En 2014, ils ont introduit le *We Card*, afin de profiter de l'infrastructure de leurs magasins pour offrir un service bancaire.

Le *We Card* est une carte de crédit prépayée qui offre à peu près toutes les possibilités d'un compte chèque. Ses frais paraissent à priori raisonnables vu l'isolation des communautés desservies. Par contre, ce service a vite été l'objet de vigoureuses critiques, surtout de la part des communautés autochtones.

Langford Saunders est le président de la Coopérative des pêcheurs de Norway House, au nord du Lac Winnipeg. Il se souvient que le Chef et les conseillers de bande ont immédiatement soutenu l'idée de la *We Card*, avant même son introduction.

« Souvent, ce sont des prestataires d'assurance sociale qui se sont retrouvés la carte en main. Ils n'étaient pas du tout assez informés. À chaque début de mois, ils voyaient 11 $ débités de leur compte et ne comprenaient pas pourquoi. »

Selon la convention avec les détenteurs de la carte, il y a des frais de maintien mensuel de 3 $, et des frais de rechargement de la carte de 3 $. Pour un prestataire d'assurance sociale recevant un paiement par mois, cela représente un minimum de 6 $ de frais mensuels.

Langford Saunders explique que les détenteurs de la carte étaient surpris par ces frais supplémentaires, inexplicables à leurs yeux. « Ils retirent donc d'un coup leur prestation d'assurance sociale au début du mois. Ces larges sommes d'argent liquide sont un risque pour les personnes qui ont des dépendances à l'alcool, à la drogue, ou au jeu… »

Gilbert Fredette est un conseiller de bande et le chef adjoint de la nation Cri de Norway House. Comme Langford Saunders, il reconnaît certains des problèmes posés par la *We Card*.

« Il y a un gros problème au niveau des frais. Si le service doit continuer, il va falloir un ajustement dans la mentalité des gens. Par exemple, comme nous, beaucoup de détenteurs de *We Card* ont tendance à vérifier régulièrement le solde de leur compte. La Compagnie du Nord-Ouest en profite pour se remplir les poches.



photo : Gracieuseté de Gilbert Fredette

Gilbert Fredette est un conseiller de bande et le chef adjoint de la nation Cri de Norway House. Vu son nom à consonance francophone, on lui adresse régulièrement la parole en français à l'Assemblée des Premières Nations (APN). Une langue dont il ne parle cependant pas un mot. Cela dit, l'APN l'a très bien reçu : Gibert Fredette est le premier conseiller de bande à faire partie du comité des chefs de l'APN.

La *We Card* exige 1 $ par appel à leur ligne téléphonique automatisée, et 2,50 $ par appel à leur ligne de service à la clientèle. C'est le moyen désigné pour connaître le solde d'une carte.

Gilbert Fredette précise : « Je me souviens qu'un de nos aînés a appelé la compagnie pour connaître le solde de son compte. Comme les connexions au réseau téléphonique sont mauvaises, il a dû rappeler sept ou huit fois. Il a été débité pour chaque appel.

« L'introduction de la We Card aurait pu être mieux pensée. Ça aurait même pu être bénéfique pour nous, ça aurait pu accorder une indépendance financière aux peuples autochtones du Nord du Manitoba. Ils auraient pu exempter de frais les utilisateurs pendant la première année, le temps que les gens comprennent le fonctionnement de la carte.

« À la base, le Northern Store est pareil à l'ancienne Compagnie du Nord-Ouest. Leur but est d'exploiter les Premières Nations. »

Malgré ses remarques revendicatrices, Gilbert Fredette croit que l'indépendance et l'essor des peuples autochtones seront acquis seulement lorsque les peuples autochtones ne dépendront plus de l'État canadien. C'est dans ce sens que des services offerts par une institution privée sont les bienvenus.

« Il faut mettre fin à notre dépendance d'AADNC [Affaires autochtones et du Nord Canada]. À Norway House, nous avons, par exemple, de très bonnes relations avec la Banque de Montréal et la Banque Royale du Canada. Nous savons qu'aller chercher des fonds à l'extérieur de AADNC nous rendra au final plus attirants pour de nouveaux partenaires. »

UNE TRADITION « POLITIQUE » SE CHERCHE UN NOUVEAU SOUFFLE

Une envie de réinventer le Parlement jeunesse

La période d'inscription pour participer au 33e Parlement jeunesse franco-manitobain est désormais ouverte. Les 11 jeunes manitobains qui forment le Cabinet organisent cet évènement qui se déroulera du 24 au 26 février 2017 au Palais législatif du Manitoba. (1)



Morgane LEMÉE
presse5@la-liberte.mb.ca

Qu'est-ce que le PJFM? Cet énième acronyme manitobain désigne le Parlement jeunesse franco-manitobain. Cet évènement, organisé par et pour les jeunes, est une simulation parlementaire pour des députés en herbe âgés de 14 à 21 ans.

Le Cabinet du PJFM est à la recherche de nouveaux membres pour la session de 2017.

Pour le 33e Parlement Jeunesse, une nouvelle génération prend le relais, comme l'explique Ariane Freynet-Gagné, membre du Cabinet, dont Mathieu Jubinville est le Premier Ministre. « Cette année, c'est notre chance de donner un nouvel air à notre équipe et au projet. Il y a un changement de génération. »

À plus grande échelle, il est possible de participer à d'autres parlements jeunesse, comme au Parlement Jeunesse Pancanadien, qui est national, ou bien au Parlement Franco-Canadien du Nord et de l'Ouest (PCFNO), auquel Ariane Freynet-Gagné a participé en novembre dernier.



photo : Gracieuseté Katrina Leclerc

Les membres du Cabinet du PJFM, de gauche à droite : Janine Brown, Ariane Freynet-Gagné, Maxime Morier-Roy, Sébastien Leclercq, Mitchell van Ineveld, Mathieu Jubinville, Katrina Leclerc, Josué Marchildon, Dominique Gougeon-Gagnon et Ceanray Harris-Read (absent : Christian Mayer).

Malgré les opportunités multiples offertes, une baisse d'intérêt se fait sentir parmi la jeunesse canadienne, ce qui est fort dommage selon la Franco-Manitobaine. « C'est une autre activité importante qui apporte de la diversité pour notre communauté et une grande opportunité pour les jeunes. Perdre cet organisme jeunesse serait vraiment triste. Notre but cette année, c'est de trouver une nouvelle génération qui va soutenir et faire vivre cette tradition. »

Dans un état d'esprit d'ouverture, Ariane Freynet-Gagné insiste qu'il n'est pas nécessaire de se sentir membre de la communauté franco-manitobaine pour participer. « Nous sommes très ouverts aux gens d'immersion et à ceux qui ont le français comme deuxième langue. La question est de rassembler les jeunes. On désire réinventer l'évènement et créer quelque chose qui réponde aux besoins de la jeunesse. »

Pour Ariane Freynet-Gagné, c'est aussi une première. « J'ai commencé à participer au PJFM à l'âge de 14 ans, mais c'est ma première année au Cabinet. C'est vraiment un honneur de passer une fin de semaine dans la vraie chambre législative, là où les vraies lois sont créées. »

Le PJFM se déroule chaque année sur une fin de semaine, durant laquelle les membres prétendent être des ministres ou des députés, proposent des projets de loi et/ou débattent. Ces lois peuvent être sérieuses tout comme très farfelues. Pour Ariane Freynet-Gagné, cet exercice permet de développer ses connaissances en débat, mais surtout de s'amuser. « Il n'est pas nécessaire d'être intéressé par la politique ou d'avoir des compétences dans ce domaine pour y prendre du plaisir. Tout ce dont les jeunes ont besoin, c'est de vouloir rencontrer des nouvelles personnes et d'avoir envie d'échanger en français. On n'oblige personne à faire de gros discours. Les jeunes sont encouragés à se présenter et peuvent uniquement participer dans le but d'apprendre. Il n'y a aucune pression. »

Pour participer, il suffit d'aller sur le site web du PJFM pour s'inscrire. Tous les participants seront logés ensemble durant la fin de semaine et pourront participer aux activités de soirée, qui se dérouleront cette année au Festival du Voyageur.

(1) Le prix d'inscription est de 45 $ jusqu'au 21 décembre, puis de 60 $ jusqu'au 15 février (date limite d'inscription). Plus d'informations sur le site web du PJFM : www.pjfrancomanitobain.org

LA VIE L'HIVER

L'HOMME QUI VOUS SORT DU FOSSÉ

Albert Joyce en camion pour les voitures

Chauffeur de camions-remorques pour CAA, Albert Joyce connaît toutes les malices de l'hiver. Et toutes les petites turpitudes qui peuvent se produire dans la rue, sur la grande route ou encore sur sa chaussée.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Devenir le héros du chauffeur pris dans un banc de neige ou un fossé, ça doit être cool…

Pour moi, un héros, c'est Superman. Je suis fier de dépanner les gens, mais je ne me vois pas comme un héros. Ce qui me motive, c'est d'aider les gens. Je ne changerais pas de job. J'aime bien ça être au volant d'un camion. Et j'aime tout autant rencontrer les gens. Chaque personne a son histoire. Évidemment, sur comment elle s'est trouvée en difficulté. Et des fois aussi les dépannés se racontent.

Vous travaillez surtout à Winnipeg?

Oui, à partir de la cour du chemin Dawson Nord. Parfois je dépanne les voitures sur le périmètre. Avec la petite dépanneuse et aussi avec des camions à plate-forme de 3 ou 15 tonnes. Pour les grands camions, il faut obtenir un permis de classe trois. Et il faut des formations sur le remorquage correct des voitures.



photo : Daniel Bahuaud

Originaire de Sainte-Anne, Albert Joyce est remorqueur pour CAA depuis 15 ans. « La neige, c'est traitre. On ne sait jamais ce qu'il y a dessous. »

Quelle est la situation la plus fréquente que vous rencontrez?

C'est l'histoire des gens qui se sont embarrées à l'extérieur de leur voiture après l'avoir démarrée. Les gens sont tellement pressés de partir qu'ils veulent déneiger leur voiture tout en la réchauffant. Les dépanner, c'est facile. Les remorqueurs de CAA savent débarrer une voiture sans l'abîmer. La difficulté, c'est que la plupart du temps, on reçoit une quinzaine de ces appels en même temps!

Ces clients-là doivent se sentir un peu gênés…

J'essaie de ne pas en faire un gros cas. Ils sont assez gênés d'avoir fait ce coup là. La plupart du temps, ils sont tout simplement contents qu'on est arrivé pour les aider. Attendre dans du moins 30 Celsius, c'est pas intéressant!

Et puis c'est très commun de s'embarrer de son char. Très humain aussi. C'est comme la fois qu'un gars n'arrivait pas à faire partir son moteur. Il avait tout vérifié. La pile. L'essence. La voiture était branchée. Il n'avait pas remarqué que le levier de vitesse était resté en mode « conduite » plutôt qu'en mode « stationnement ».

On peut imaginer que la batterie devient importante à surveiller l'hiver…

La clé, c'est de rouler pour au moins 30 minutes, pour que la batterie se recharge. Les petites courses de 5 minutes, surtout l'hiver quand la chaufferette est en marche, ça tue la batterie. Et il y a toutes sortes de bébelles dans les voitures d'aujourd'hui, qui sucent de l'électricité.

Ce n'est pas une mauvaise idée d'utiliser une chargeuse électrique, de temps en temps. Mais à un niveau faible. On peut facilement brûler sa batterie en la rechargeant trop rapidement. Si ça sent le souffre, c'est qu'on a agi trop vite, avec un courant trop fort. Alors là, pas de choix. Faudra en acheter une nouvelle.

Est-ce que c'est prudent d'avoir des câbles « à booster »?

Oui et non. Dans le cas des voitures récentes, les batteries alimentent beaucoup plus de systèmes électroniques sophistiqués. On peut facilement frire des ordinateurs de sa voiture. Mieux vaut que les câbles restent un dernier recours. Et ça, c'est pour ceux qui savent ce qu'ils font. Je conseille fortement qu'on laisse ça dans les mains des pros.

Vous étiez occupé, pendant la tempête de neige du 5 au 7 décembre?

Pas mal. Les gens restent pris dans un banc de neige. Souvent à quelques pas de leur maison. Et puis il y a ceux qui ont perdu l'habitude de la neige. Il faut conduire selon les conditions de la route. Je ne peux pas le répéter assez souvent. La neige, c'est traitre. On ne sait jamais ce qu'il y a en dessous. De la glace noire? Qui sait? Ça fait peur de penser à ce qui peut se produire. »

Justement, vous avez déjà eu des peurs…

Sur le périmètre. Les gens ne ralentissent pas. T'es là, à t'occuper d'une voiture en panne, ou qui a glissé dans le fossé, et à deux pas de toi, on roule à 100 km/h ou à 110 km/h. C'est vraiment fou.

Il n'y a que les camionneurs commerciaux qui te donnent la place pour travailler. Eux ce sont des pros. Ils respectent nos vestes orange. Mais pour les autres, on dirait que ça ne fait pas de différence. J'ai deux garçons. J'aimerais les revoir à la fin de ma journée.



Une formation utile à vie

Nicolas Gauthier a suivi une formation en charpenterie au Manitoba Institute of Trades and Technology. Cette formation lui a donné des outils pour bien démarrer dans la vie.

« Grâce au programme de charpenterie du MITT, j'ai acquis des compétences qui me serviront toute ma vie! Cette année, j'ai intégré la faculté d'architecture à l'Université du Manitoba, car j'ai réalisé que j'étais plus attiré par cet aspect de la construction. L'expérience que j'ai gagnée avec le programme est un grand avantage. »

Nicolas a décidé de suivre le programme en charpenterie parce qu'il a toujours eu un intérêt pour les édifices. « C'est incroyable de voir des structures si belles et si grandes. Je voulais apprendre à réaliser de tels projets. Donc la charpenterie était le cours pour lequel j'avais le plus d'intérêt. »

Lorsqu'il était en 12e année au Centre scolaire Léo-Rémillard, une collaboration entre le MITT et la Division scolaire franco-manitobaine était en projet pour un programme de charpenterie. Mais il était encore trop tôt pour s'y inscrire.


photo : Colin Fenby

« Si j'avais eu la chance de pouvoir faire ce programme au secondaire, je n'aurais pas hésité une seconde. »

C'est l'année suivante que Nicolas a pu intégrer le programme, offert alors en anglais seulement. « C'était le meilleur choix pour moi. J'ai appris énormément. Ensuite, j'ai rapidement décroché un emploi dans la construction. Au cours de l'été, on avait construit une maison. Comme c'était un projet privé, on était responsable de tous les aspects de la construction. J'ai donc eu l'opportunité de mettre en pratique tout ce que j'avais appris au MITT. »

C'est grâce à un environnement d'apprentissage excellent que le MITT forme des charpentiers efficaces et polyvalents. Les enseignants veulent que les élèves soient opérationnels sur le terrain dès leur sortie du programme.

« Je pense que la grande différence entre le programme de charpenterie proposé en français et celui que j'ai suivi est l'environnement. J'aurais aimé pouvoir rencontrer d'autres jeunes francophones de la DSFM qui partageaient ma passion pour la construction. »


photo : Colin Fenby

PROGRAMME MAINTENANT OUVERT AUX ADULTES

Vous avez terminé vos études secondaires et désirez apprendre un métier en français?

Faites comme Nicolas, suivez une formation en charpenterie au MITT, une formation utile à vie!

La formation en électricité est aussi disponible pour les adultes.

CULTUREL

LES ÉDITIONS DU BLÉ RESSUSCITENT LES CARICATURES DE BERNARD MULAIRE

« Et si nous pouvons ruer dans les brancards, c'est encore mieux »

Bernard Mulaire était un de ces jeunes plongé dans la vague du *baby boom* porteuse d'une contestation contagieuse contre toutes les formes d'autorité imaginables. Et justement, ce n'est pas l'imagination qui a manqué au natif de Saint-Pierre-Jolys dans l'exercice, entre 1964 et 1968, de l'art délicat de la caricature.

Propos receuillis par

Bernard BOCQUEL

On imagine volontiers que le goût pour le beau s'est manifesté tôt chez vous….

J'ai toujours aimé dessiner. Ma marraine et grande-tante aimait rappeler que j'ai dessiné une girafe quand j'avais trois ou quatre ans. D'après ses dires, il s'agissait d'un chef d'œuvre. Ensuite, au primaire, comme j'avais peu d'amis - aujourd'hui on parlerait d'intimidation-, je me suis concentré sur le dessin, que je pouvais pratiquer en toute sécurité à la maison.

Ma mère, qui avait fait de la peinture durant son adolescence, m'encourageait, de même que ma marraine, une nièce du sculpteur Olindo Gratton, qui me disait que j'allais devenir un artiste comme lui. Quand j'ai eu dix ans, ma marraine m'a inscrit à un cours d'art offert aux enfants les samedis matins à la Winnipeg School of Art. C'est là que j'ai rencontré Roger Léveillé.

Et votre penchant pour les opinions tranchées? Pour le besoin de s'affirmer?

C'est venu graduellement. Au Collège de Saint-Boniface, l'ancêtre de l'USB actuelle, nos professeurs les jésuites nous formaient pour devenir les chefs de file, les leaders de demain. Du moins, c'est ce qu'ils nous répétaient inlassablement. Et ils nous encourageaient à faire valoir nos opinions. Dès l'âge de 17 ou 18 ans, nous étions convaincus d'avoir quelque chose à dire à la société.

Dans quelles circonstances s'est révélé le tempérament du caricaturiste?

L'hebdo *La Liberté et le Patriote* que possédaient les pères Oblats de Marie-Immaculée, réservait une rubrique aux collégiens. L'un des responsables m'invita à contribuer des caricatures. J'ai commencé par créer un personnage de collégien que je voulais typique. Mais il était très moralisateur.

Vous aviez des sources d'inspiration? Des modèles dont vous étiez imbibé?

J'admirais beaucoup le coup de crayon de Duncan Macpherson du *Toronto Star*, un maître dessinateur, de même que l'œuvre de Jan Kamienski, le caricaturiste du *Winnipeg Tribune*. Lui abordait des sujets manitobains, ce qui m'impressionnait. J'ai compris alors qu'on pouvait faire de la caricature éditoriale, ou politique, en traitant de sujets locaux. De la même façon, l'artiste Pauline Boutal qui peignait des scènes urbaines de Saint-Boniface, m'indiquait que les sujets locaux méritaient la même considération que les sujets nationaux et internationaux.

Dans le journal étudiant *Frontières*, c'était facile de pousser le bouchon un peu loin?



photo : Gracieuseté Pierre Brûlé

Bernard Mulaire avait déjà reçu un bon accueil pour son livre au Salon du livre de Montréal le mois dernier.

Je n'ai pas publié des caricatures de nature éditoriale dans *Frontières*, plutôt des illustrations. Mais l'expérience fut déterminante. Rien que de participer à imprimer *Frontières* sur sa presse manuelle antique, tard en soirée, donnait l'impression de changer le monde. Et ses pages accueillaient les textes des étudiants. Nous pouvions nous exprimer sur toutes sortes de sujets.

Suite en page 14.

CITATIONS ET INCITATIONS À LA COMPASSION

France Adams

« Dans le temps des fêtes, j'aime donner des cadeaux aux autres parce que j'aime voir les gens heureux. »

- Fatou, 7e année

« Être humain, c'est d'aider les personnes, d'être gentil et poli, de montrer de la compassion envers tout le monde, de penser aux autres, de dire merci et d'être reconnaissant. »

- Jérémie, 6e année

JOYEUX NOËL ET BONNE ANNÉE
des élèves de l'école Henri Bergeron

Retrouvez France Adams sur les ondes de CKSB (88,1 FM), lundi matin 19 décembre vers 8 h 35 en conversation avec Martine Bordeleau.

Sudoku

PROBLÈME N° 533

			2		5			9
6	2							
		7		3				
9		1	3	5				4
			1	2				
3				8	9			
		5				6		1
7		9						2
			6				4	

RÉPONSE DU N° 532

5	2	8	9	1	6	4	3	7
3	9	4	5	8	7	2	6	1
1	6	7	2	3	4	9	8	5
7	5	6	4	2	3	1	9	8
8	3	9	7	5	1	6	4	2
4	1	2	6	9	8	5	7	3
6	7	1	3	4	5	8	2	9
2	8	3	1	6	9	7	5	4
9	4	5	8	7	2	3	1	6

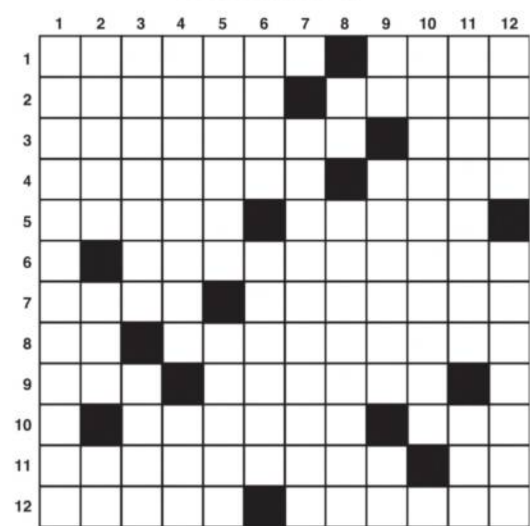
RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 902



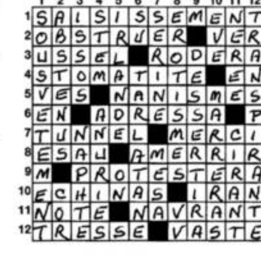
HORIZONTALEMENT

1- Pénètrent. – Ville de Roumanie.
2- Ouverture nécessaire. – Classe préparatoire.
3- Bâtons de commandement. – Grande voile triangulaire.
4- Lieux plantés d'ormes. – Artistes allemands (1686-1739).
5- Repos. – Abandonnai.
6- Qui sert à élever des fardeaux.
7- Commune du Morbihan. – Apposer sa signature pour prouver sa présence à une réunion.
8- Bouquiné. – Se dit d'une population d'une arrivée récente dans un pays (pl.).
9- Saint-Jean. – Jaunisse.
10- Rendre tranchant. – Ait une expression gaie.
11- Redonnée des forces. – Conjonction.
12- Prénom féminin. – Danseur britannique (1906-1988).

VERTICALEMENT

1- Séduira.
2- Substance dure, riche en calcaire. – Enleva la vie. – Se suivent en sens inverse.
3- Abondamment imbibée. – Niais, dupe.
4- Fit ripaille. – Poil.
5- Essence d'un être. – Ville de Belgique.
6- Arbre dont les racines sont utilisées en médecine traditionnelle. – Système de fermeture.
7- Dérobera subtilement.
8- Post-scriptum. – Tablettes fixées horizontalement sur un mur.
9- Altesse royale. – Apprécier beaucoup quelque chose. – Interjection.
10- Saigner de nouveau.
11- Procédée à l'appairage de. – Échelle de sensibilité des émulsions photographiques.
12- Mammifère ruminant. – Dans le Bas-Rhin.

RÉPONSES DU N° 901



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	S	A	I	S	I	S	S	E	M	E	N	T
2	O	B	S	T	R	U	E	R	■	V	E	R
3	U	S	S	E	L	■	R	O	D	E	R	A
4	S	T	O	M	A	T	I	T	E	■	E	N
5	V	E	S	■	N	A	N	I	S	M	E	S
6	E	N	■	A	D	R	E	S	S	A	■	P
7	T	U	N	N	E	L	■	M	E	R	C	I
8	E	S	A	U	■	A	M	E	R	R	I	R
9	M	■	P	R	O	T	E	S	T	E	R	A
10	E	C	H	I	N	A	S	■	I	R	A	N
11	N	O	T	E	■	N	A	V	R	A	N	T
12	T	R	E	S	S	E	■	V	A	S	T	E

Suite de la page 13.

La Liberté et Le Patriote a dû vous permettre d'approfondir le regard que vous pouviez porter sur la presse?

La Liberté et le Patriote offrait l'avantage de reproduire des dessins que je pouvais réaliser à l'encre, alors que pour *Frontières*, je devais produire des gravures sur linoléum. Cela ne me permettait pas la même fluidité. Les responsables de la rubrique des collégiens dans *La Liberté et le Patriote* étaient contestataires, au fait des revendications identitaires des Canadiens français du Québec. Ils contestaient donc l'ordre établi. À bout de patience, les Oblats nous ont évincés des pages de leur journal.

En est restée une caricature que le rédacteur en chef Oblat a eu la générosité de publier et qui le montre nous « foutant dehors ». Ma suprême insolence m'incita à le faire parler en anglais. Insolence? Que dis-je? C'était un vrai sacrilège parce que l'Église prétendait avec insistance que la langue était gardienne de la foi. Comment un Oblat aurait-il pu parler en anglais?

C'est _Le Courrier de Saint-Boniface_ qui a fait appel à vous?

En fait, c'est Raymond Hébert qui m'invita. Il avait collaboré à la création du *St.Boniface Courier*, un hebdo de quartier, mais dont il s'était saisi pour en faire le véhicule d'une pensée contestataire selon ses propres visées et celles de sa génération.

L'éditeur assure que vos caricatures « ont marqué l'époque »...

J'en suis le premier surpris et redevable à ceux qui l'affirment. Mais à l'époque je me voyais seulement comme un effronté. En tant qu'artiste en devenir, je n'avais aucune crédibilité. Mais n'est-ce pas le rôle du fou du roi d'amuser?

Vos caricatures avaient-elles vraiment un effet mobilisateur?

Mes caricatures fournissaient sans doute une image des sujets de l'heure, mais à savoir si elles mobilisaient… Je l'ignore. Je jouais un rôle très périphérique. Paradoxalement, elles me créaient une réputation de caricaturiste.

Quel regard posez-vous sur votre travail avec le recul des ans?

Je me suis toujours souvenu de mes caricatures, mais jamais j'aurais imaginé qu'elles seraient considérées un jour comme témoignant d'une époque. Quand nous sommes jeunes, nous ne pouvons imaginer que nous vivons une époque. Les époques, c'est ce qui est arrivé avant nous. Au moment même, nous vivons, voilà tout. Nous nous amusons, et si nous pouvons ruer dans les brancards, c'est encore mieux.

Avec le recul du temps - 50 ans!- j'aime mes caricatures pour leurs qualités esthétiques.

C'est d'ailleurs ce sur quoi je voulais que le livre attire l'attention. Non pas sur tel ou tel évènement de la crise identitaire d'autrefois, mais sur la souplesse de la ligne, sa capacité de définir un volume, un geste, un mouvement. Je me surprends à me trouver bon dessinateur, même à 18 et 19 ans. Je me permets cette vanité.

Si Bernard Mulaire le caricaturiste n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer?

C'est beaucoup dire, mais je me réjouis de constater que mes caricatures intéressent encore. L'historien de l'art en moi apprécie qu'on ait voulu publier un recueil de mes caricatures, en faire un *corpus* digne de considération. Je remercie Raymond Hébert qui, le premier, a utilisé certaines de mes caricatures pour illustrer ses textes, et Roger Léveillé qui m'a incité à préparer ce recueil, et dont Bernard Léveillé a si bien assuré la réalisation.

Quelle est la caricature dont vous êtes le plus content?



Parmi mes préférées je compte « L'arrivée des missionnaires » (p. 53) consacrée aux fêtes du 150e anniversaire de Saint-Boniface tenues en 1968. Mgr Baudoux, grand et entiché de l'apparat archi-épiscopal se voit crevant la parois de son canot d'écorce avec sa crosse, tandis que la flèche à suçon d'un amérindien colle à sa mitre. La flèche proclame « Maîtres chez nous! », mot d'ordre du nationalisme québécois. Il y avait là tous les ingrédients d'un affront commis envers l'archevêque. Je suis persuadé qu'il a alors ouvert un dossier à mon sujet intitulé « Enfer. » Jamais n'avait-on eu l'outrecuidance de caricaturer l'archevêque de Saint-Boniface.

SPORT

UN CAMP FRANCOPHONE DE HOCKEY À SAINT-BONIFACE

La mémoire musculaire inculquée en français

Entre Noël et le Jour de l'An, les jeunes passionnés de hockey pourront travailler au son du français leur mise au jeu, leur maniement de la rondelle, leur coup de patin et leurs passes. Technique et langue : ils pourront, pour ainsi dire, faire d'une rondelle deux coups.

Daniel **BAHUAUD**
redaction@la-liberte.mb.ca

Alex Tétrault est entraîneur en chef du camp de hockey qui aura lieu du 28 au 30 décembre à l'aréna Notre-Dame, à Saint-Boniface. Le centre des Pembina Valley Twisters, équipe de la Ligue manitobaine majeure de hockey junior, soutient que s'entraîner en français est « un enrichissement pour les jeunes athlètes ».

« Les garçons et les filles qui jouent dans des équipes ou qui s'intéressent au hockey connaissent le sport surtout en anglais, même s'ils sont bilingues. Dans mon village de Saint-Malo, ou encore à Morris, à Grunthal et ailleurs, lors des camps et les cliniques de l'entreprise fondée par mon père, on rencontre des tas de jeunes qui ne connaissent que le *face-off*, les *shots on goal* et le *stick-handling*. Ils parlent français, mais ils jouent pour des équipes où tout fonctionne en anglais.

« D'autres, comme moi, n'ont jamais vu la *Soirée du Hockey*. Ce n'est qu'à 12 ans, lorsque j'ai fait un camp de hockey au Québec que j'ai appris la terminologie en français. J'étais sous le choc. En même temps, c'était super intéressant d'apprendre ces expressions. Alors lorsque GT Performance a été fondé, en 2015, on s'est dit, mon père Gérald et moi, qu'il y aurait intérêt de familiariser les jeunes au vocabulaire français du hockey. Et de tout simplement leur faire vivre une expérience sur la glace en français. On n'a pas cette opportunité bien souvent. Surtout à l'extérieur de l'école. Et puis c'est une manière amusante d'enrichir sa vie de jeunes bilingues. »

Alex Tétrault fait remarquer que les quatre entraîneurs de GT Performance offriront une formation individuelle. « On se penchera sur les techniques de base, en partant du niveau d'habileté de chaque jeune. Notre but est que chaque athlète en sortira plus fort, plus habile.



photo : Daniel Bahuaud

Alex Tétrault : « Ce n'est qu'à l'âge de 12 ans, lorsque j'ai fait un camp de hockey au Québec que j'ai pris connaissance de la terminologie en français. J'étais sous le choc. En même temps, c'était super intéressant d'apprendre ces expressions. »

« J'ai 20 ans. Et ça fait 15 ans que je joue au hockey. Si j'ai bien compris une chose au fil des années, c'est que ça prend du temps pour bien intégrer une technique qu'on vient d'apprendre. Un jeune a beau montrer à un instructeur qu'il a compris le coup de patin qu'on vient de lui enseigner. Cinq minutes plus tard, il va se remettre à patiner comme avant. C'est là qu'un camp comme le nôtre prend toute sa valeur. J'aide les jeunes à transformer en bonnes habitudes ce qui leur a été enseigné. On répète beaucoup les mouvements. On répète et on répète, pour développer la mémoire musculaire. »

Alex Tétrault souligne que la persévérance est une habileté transférable. « Si on a pris l'habitude de s'exercer régulièrement et de s'appliquer de manière constante, eh bien on peut réussir dans n'importe quel domaine. Mon père a d'abord pratiqué de la gymnastique et le patinage artistique avant de se joindre à une équipe de hockey. Il a toujours maintenu que ça a été à son avantage. Et je fais le même constat, avec mes études universitaires.

« Ce que j'aime aussi du hockey, c'est qu'il me permet de me changer les idées. De sortir de ma tête et des travaux scolaires, pour faire travailler mon corps. Après avoir transpiré un peu, je me sens mentalement rafraîchi. Et j'ai découvert que j'apprends mieux. »

(1) Deux sessions seront disponibles ; l'une pour les jeunes de 8 à 10 ans et l'autre pour ceux de 11 à 14 ans. Renseignements ou pour s'inscrire : www.gtperformancehockey.com



Avis aux lecteurs et aux annonceurs

Veuillez prendre note que le journal ne sera pas publié **le 28 décembre 2016 et le 4 janvier 2017**.
Les bureaux de *La Liberté* seront fermés **du 24 décembre 2016 au 8 janvier 2017.**

DSFM

DANS NOS ÉCOLES

Dans nos écoles est une vitrine exceptionnelle pour faire connaître les activités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), les réussites des élèves de la maternelle au secondaire et sa programmation d'excellence.

Ce rendez-vous hebdomadaire revient sur ce qui s'est passé dans les 23 écoles de la DSFM et annonce les évènements à venir.

Restez informés en suivant Dans nos écoles chaque semaine dans le journal *La Liberté* et sur le site DSFM.mb.ca



RESSOURCES WEB

La DSFM propose ci-dessous une liste de ressources Web non exhaustive. Ces ressources ont été répertoriées à titre de service pour les familles des élèves de nos écoles de langue française et les lecteurs de ces pages.

PETITE ENFANCE
Promouvoir les Centres de la petite enfance et de la famille
www.desledebut.ca

ÉDUCATION
Plan stratégique sur l'éducation en langue française
www.pself.ca

MUSIQUE
La coalition pour l'éducation en musique
www.musicmakesus.ca/fr/

Faites de la musique
www.faitesdelamusique.ca/bienfaits/

Les artistes du cirque de Léo-Rémillard prennent la vedette au CCFM

Arts – Cirque – Talent



Chantal Piché et Mackenzie Guillou-Cormier ont transformé leurs idées et leurs concepts en réalité lors de la fabrication des décors du dernier spectacle de Circumfero.

Circumfero, le cirque du Centre scolaire Léo-Rémillard présente son ultime spectacle, ***Koda***. Cette œuvre, écrite par l'enseignant Nathanaël Wsiaki et les élèves Kira Bridges, Mackenzie Guillou-Cormier et Morganne Richard, vient conclure cinq ans de création artistique en mêlant une dernière fois sur la scène du CCFM les arts scéniques, les arts visuels, et même les arts martiaux.

> « C'est satisfaisant de voir les résultats, de présenter et d'entendre la réaction et les commentaires des gens. C'est vraiment le fun de pouvoir utiliser mes talents artistiques. »
> Chantal Piché, 12e année.

Nathanaël Wsiaki, qui enseigne la musique et le théâtre, est à l'origine de Circumfero. « Tout a commencé quand j'ai vu une élève faire de la contorsion pour s'amuser dans le gymnase. J'ai trouvé dommage de ne pas avoir une plateforme pour montrer son talent au public. Alors j'ai proposé de créer le cirque, pour donner l'occasion aux élèves qui avaient des talents cachés de les mettre en avant. »

Pendant les deux premières années, l'enseignant était seul pour gérer le cirque. « Le spectacle fonctionnait, mais le calibre esthétique n'était pas là. » C'est donc avec plaisir qu'il s'est allié avec l'enseignante en art visuel Roberta Decock. « Nathanaël compose la musique pendant l'été, puis il travaille avec les élèves pour écrire l'histoire et faire la mise en scène. Pour ma part, je fais les costumes et les décors avec les élèves. Nous recevons aussi l'aide d'enseignants et d'anciens enseignants, du personnel de soutien et des parents. »

Chantal Piché, en 12e année, est ravie de pouvoir mettre ses talents en lumière. « Je participe au cirque depuis quatre ans. J'ai commencé par travailler sur les décors, et je me suis intégrée petit à petit. Je suis montée sur scène pour la première fois grâce au cirque. Je jouais du piano dans le spectacle. Cette année, je vais présenter une scène d'art visuel avec trois camarades. J'ai aussi aidé avec le décor, les costumes et le maquillage. C'est satisfaisant de voir les résultats, de présenter et d'entendre la réaction et les commentaires des gens. C'est vraiment le fun de pouvoir utiliser mes talents artistiques. »

Le cirque de Léo-Rémillard, unique au Manitoba, permet de mettre les jeunes artistes en lumière. Il leur donne aussi l'occasion de rencontrer des professionnels du monde du spectacle et de trouver des vocations, comme l'explique Nathanaël Wsiaki. « Les jeunes sont inspirés, et ils associent l'école à quelque chose de positif. Après les spectacles, certains assurent qu'ils aiment tellement la scène qu'ils veulent en faire un métier. C'est vraiment une expérience qui peut changer une vie. »

Koda, qui célèbre les cinq ans de Circumfero et les dix ans du Centre scolaire Léo-Rémillard, marquera la fin du cirque. En tout cas pour un moment. « Roberta et moi gérons tout le spectacle à deux. Ça demande énormément de travail, donc nous souhaitons prendre du temps pour tout remettre à plat et évaluer la prochaine étape. »



Janelle Clouston, 9e année.

Célébrons nos succès!

Félicitations à Janelle Clouston, en 9e année à l'École La Voie du Nord, pour son brillant projet du cours d'affaires. Janelle a réalisé des illustrations pour les cartes vendues pour la saison des fêtes. Les fonds amassés seront consacrés aux voyages ou activités scolaires.

Construction identitaire



La DSFM offre un programme de leadership pour les élèves du secondaire. Le groupe de Jeunes manitobains des communautés associées (JMCA) assure le développement des leaders francophones fiers de leur culture, langue et identité qui par leurs actions collaborent à l'épanouissement des communautés francophones.

Lumière sur l'École Christine-Lespérance

Les élèves de Christine-Lespérance se sentent choyés par le personnel

Leadership – Communauté – Appartenance



Le directeur de l'école Rémi Lemoine et la directrice adjointe Christine Crozier devant le logo de l'école en compagnie des élèves de l'équipe de leadership.

Située à Saint-Vital, l'École Christine-Lespérance a connu depuis son ouverture en 2001 un développement important. Avec 502 élèves et un personnel de 60, c'est maintenant la plus grande école élémentaire de la DSFM. La garderie francophone rattachée à l'école propose un programme de prématernelle pour les enfants de 3 et 4 ans, et un programme de garde avant et après l'école pour tous.

> « Les petits moments qui donnent envie de venir à l'école, comme dire bonjour à tous les enseignants quand on croise dans le couloir, ou leur enthousiasme quand ils enseignent, vont me manquer. »
> Colin Bazin, 8e année.

Le directeur de l'école Rémi Lemoine est particulièrement satisfait de l'emplacement de l'école qu'il dirige en collaboration avec Christine Crozier, la directrice adjointe. « Beaucoup de choses se passent dans la communauté de Saint-Vital. Cela donne du cachet à notre école. Les parents ont des attentes élevées du côté académique, sportif et artistique. C'est pourquoi nous faisons en sorte de nous démarquer dans tous ces domaines. »

L'esprit d'entraide et de famille qui prévaut influence les élèves, comme en témoignent trois élèves de 8e année. Sheridan Dorge explique qu'elle a déjà « pleuré trois fois à l'idée de quitter l'école l'année prochaine, parce que tout le monde s'appuie et se traite comme une famille. » Ce qui va manquer à Colin Bazin, ce sont « les petits moments qui donnent envie de venir à l'école, comme dire bonjour à tous les enseignants quand on les croise dans le couloir, ou leur enthousiasme quand ils enseignent. » Yanik Toupin, qui est arrivé du Québec quand il était petit et qui y retourne l'année prochaine, regrette déjà son école au Manitoba. « Le sentiment d'appartenance des élèves envers l'école est super. J'aime beaucoup l'interaction entre les élèves et le personnel. »

À Christine-Lespérance, on met un point d'honneur sur l'accueil, comme le remarque la directrice adjointe. « Le matin, je suis à l'avant de l'école, et Rémi Lemoine est à l'arrière. Il y a toujours du monde pour accueillir les enfants. On les appelle par leurs noms, on parle un peu avec eux. Dans les annonces du matin, Rémi s'assure de dire aux élèves de faire de bons choix. On essaye vraiment de les impliquer au maximum dans la vie de l'école. »

L'école propose un programme d'ambassadeurs pour les 8e années et un programme de leadership aux élèves de la 5e à la 8e année, auquel appartiennent Yanik, Sheridan et Colin. L'année dernière, ils ont prélevé des fonds dans la communauté et ont contribué à la construction d'une école à Haïti. Alors que Yanik dit avoir eu « chaud au cœur en sachant qu'on a donné la chance à des enfants d'avoir une éducation », Colin a réalisé à quel point il était privilégié. « On est choyé ici, et ce projet nous a fait réaliser qu'il y a des enfants qui ne sont jamais allé à l'école. » Sheridan ajoute : « Quand on a appris le nombre d'élèves qui n'allaient pas à l'école dans le monde, je me suis rendue compte que tout le monde n'avait pas les mêmes opportunités. »





À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Camp Chauffez le four,
7e et 8e année,
12 au 14 décembre,
Camp Red Rock.

Circumféro du Centre scolaire Léo-Rémillard
présente le spectacle KODA,
14 au 17 décembre, salle Pauline-Boutal du CCFM,
ouvert au public, pour information : 204 256-2831.

Formation d'officiels de Basketball,
9e – 12e année,
15 décembre.

Camp Chauffez le four,
7e et 8e année,
16 au 18 janvier,
Camp Red Rock.

Tournois La LISTE,
tournois 9e à 12e année,
21 janvier,
à l'École communautaire Réal-Bérard,
ouvert au public

Début du 2e semestre :
6 février.

LA COMMISSION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 21 décembre à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 25 janvier à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Congé des fêtes,
23 décembre au 6 janvier.

Retour des vacances,
9 janvier.

AUTRES

Les inscriptions au Programme d'exploration des métiers
pour les élèves de la 11e et 12e années
se déroulent maintenant, veuillez communiquer
avec le conseiller de votre école pour plus d'information
ou avec Marc Charrière, coordonnateur en programmation
au bureau divisionnaire au 204 878-9399 poste 278.



EMPLOIS ET AVIS



Veuillez prendre note que la date limite pour réserver votre espace publicitaire pour le numéro **du 11 janvier 2017** est **le 19 décembre 2016**.

Pour réserver votre espace : production@la-liberte.mb.ca

Veuillez également noter que :

Le journal ne sera pas publié **le 28 décembre 2016 et le 4 janvier 2017**. Les bureaux de *La Liberté* seront fermés **du 24 décembre 2016 au 8 janvier 2017**.





DIVERS

REMERCIEMENTS à Sainte-Anne-de-Beaupré pour faveurs obtenues.
371-

À LOUER

STATIONNEMENT PRÈS DE L'USB : Du lundi au vendredi. De 7 h à 17 h. Avec prise 40 $ par mois. Sans prise 30 $ par mois. Tél. : 204-235-1735
372-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $





Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

Postes à combler



Concierge de soutien
Contrat permanent
8 heures par jour

Gisèle Bosc, directrice par intérim
École régionale Notre-Dame
Tél. : 204-248-2147
Date limite : le 20 décembre 2016



Pour de plus amples renseignements :
www.dsfm.mb.ca

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feue **ALMA CLAIRE LAURIN**, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, retraitée, décédée.

TOUTES réclamations contre la succession ci-haut mentionnée doivent être déposées à l'étude des soussignés au 247, boulevard Provencher, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G6, le ou avant le 27 janvier 2017 de sorte qu'après cette date l'actif de ladite succession sera remis aux héritiers en tenant compte seulement des réclamations dont l'exécuteur aura été notifiées.

Fait à Winnipeg, au Manitoba, ce 7e jour de décembre 2017.

**Étude TEFFAINE LABOSSIÈRE
RICHER Law Group
Rhéal E. Teffaine, c.r.
Procureurs de la succession**



Intervenant(e) en protection de l'enfance, Cyberaide.ca

Le Centre canadien de protection de l'enfance est un organisme caritatif voué à la sécurité personnelle des enfants. Nous assurons le service pancanadien de signalement des cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet – Cyberaide.ca – et nous sommes à la recherche d'une personne responsable et dévouée pour notre équipe d'intervenant en protection de l'enfances à temps plein.

Nos intervenant en protection de l'enfance reçoivent et traitent des signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet. Ces signalements sont faits par le public et nous parviennent par Internet ou par téléphone. À titre d'intervenant en protection de l'enfance de Cyberaide.ca, vous devrez vérifier des signalements et des renseignements transmis par la population, en établir le degré de priorité et les compléter par des recherches sur Internet. Vous analyserez les signalements en profondeur et renverrez les cas d'activités potentiellement illégales au service de police compétent.

Nos intervenant en protection de l'enfance sont également appelés à répondre aux demandes de personnes qui veulent obtenir de l'information et des ressources sur la sécurité internet pour eux et pour leur famille.

CE POSTE VOUS CONVIENT-IL?

Vous êtes la personne idéale pour ce poste si vous avez d'excellentes aptitudes pour l'analyse et la résolution de problèmes, si vous savez gérer des priorités concurrentes, si vous êtes capable de respecter les délais impartis et si vous avez une éthique du travail rigoureuse. Nos intervenant en protection de l'enfance étant appelés à traiter des affaires très graves de maltraitance d'enfants, vous devrez être capable de vous motiver et de conserver une attitude positive pour accomplir efficacement votre travail. De plus, vous devez nécessairement posséder de solides compétences décisionnelles et d'excellentes aptitudes à communiquer par écrit et oralement.

Cyberaide.ca est en service 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Certains signalements nécessitent une intervention immédiate pour assurer la sécurité d'un enfant. Nos intervenant en protection de l'enfance doivent donc être en disponibilité sur appel à tour de rôle les week-ends.

EXPÉRIENCE DE TRAVAIL, COMPÉTENCES ET ÉTUDES :

Les éléments suivants seront pris en considération :

- Éducation collégiale ou universitaire (obligatoire).
- Une expérience de travail dans un domaine connexe (travail social, criminologie, justice, etc.) sera considérée comme un atout.
- Compétences informatiques et connaissance de base des logiciels de partage de fichiers, des forums, du clavardage Web, du courriel et du Web.
- **Ce poste exige de savoir parler et écrire couramment en français et en anglais.**

Si ce poste vous intéresse, veuillez transmettre votre curriculum vitae aux Ressources humaines au courriel **info@protegeonsnosenfants.ca** au plus tard le 6 janvier.

Le Centre canadien de protection de l'enfance s'engage à offrir un milieu sûr pour tous les enfants. Tou(te)s les candidat(e)s devront se soumettre à une vérification approfondie de leurs antécédents et à un processus d'évaluation exhaustif.

Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps partiel:**

AGENT(E), SERVICES AUX MEMBRES
au centre de services à Saint-Georges

L'agent(e), services aux membres, est responsable d'un tiroir-caisse et accomplit une variété de tâches liées aux services financiers. Ses fonctions principales comprennent l'offre de service au comptoir des produits et services de la Caisse.

**Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/**



Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps plein:**

AGENT(E), SERVICES AUX MEMBRES
au centre 100-205 boulevard Provencher à Winnipeg

L'agent(e), services aux membres, est responsable d'un tiroir-caisse et accomplit une variété de tâches liées aux services financiers. Ses fonctions principales comprennent l'offre de service au comptoir des produits et services de la Caisse.

**Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/**





THÉÂTRE DU CERCLE MOLIÈRE
Responsable du développement – contrat d'un an

Équipe. Dynamisme. Variété. Flexibilité. Ces mots caractérisent le lieu de travail et la culture du Théâtre Cercle Molière, la plus ancienne compagnie de théâtre canadienne, établie à Winnipeg depuis 1925.

La personne recherchée s'intégrera à une équipe expérimentée et engagée. Elle sera responsable d'exécuter les stratégies relatives à la sollicitation de fonds, au développement et au maintien de partenariats stratégiques avec les donateurs et le secteur privé. Elle prendra en main l'organisation du Gala du homard, en plus d'autres évènements relatifs à la collecte de fonds.

Compétences et aptitudes recherchées :

- expérience en collecte de fonds;
- sens d'organisation impeccable;
- expérience en coordination d'évènements;
- expérience dans la gestion de projets; expérience en ventes est un atout;
- maîtrise du français et de l'anglais à l'oral et à l'écrit;
- aptitudes en développement et maintien de partenariats institutionnels et communautaires;
- capacité de travailler avec des échéanciers serrés;
- maîtrise des logiciels de la suite Microsoft Office;
- capacité de travailler de façon autonome, comme en équipe, polyvalence, qualités organisationnelles et capacité de prioriser;
- sens de l'innovation et habiletés d'entrepreneuriat.

Une connaissance du domaine du théâtre et des organismes à but non lucratif serait un atout.

Le Théâtre Cercle Molière offre un milieu de travail stimulant, ainsi qu'une rémunération et des avantages sociaux concurrentiels.

Entrée en fonction : 6 février 2017 (Contrat d'un an).

Veuillez faire parvenir votre demande (curriculum vitae, références et lettre d'accompagnement) **avant le 16 décembre 2016** à :

**Arielle Morier-Roy, responsable des services à la clientèle
Courriel : arielle@cerclemoliere.com
Sujet : Poste de Responsable du développement**

Nous remercions à l'avance toutes les personnes qui poseront leur candidature. Toutefois, nous ne communiquerons qu'avec celles qui seront convoquées à une entrevue.

COMMUNAUTAIRE



CHRONIQUE RELIGIEUSE

JEAN LAFRANCE

Les saints : modèles de vertu, héros de la foi

J'écris cet article quelques semaines après la naissance de notre fille Thérèse. Notre petite a été nommée en l'honneur de sainte Teresa de Calcutta, qui a pris soin des pauvres et des démunis en Inde et à travers le monde. Mère Teresa, une femme de petite taille, a fait de très grandes choses durant sa vie. Elle a fondé une congrégation religieuse, les Missionnaires de la charité (notre fille aînée Charité est nommée en leur honneur.) Cette communauté a fondé des maisons autour du monde, même ici à Winnipeg. Quand j'étais au secondaire, ma grand-mère m'a demandé de participer à ses visites hebdomadaires chez les Missionnaires de la charité pour les aider à servir des repas. Ces sœurs humbles et croyantes consacrent leurs vies au service de Dieu et du prochain. Que Mère Teresa soit considérée comme une sainte des temps modernes est pour moi une évidence.

Le message de Jésus nous invite tous à devenir des saints, à aimer Dieu profondément, à être des témoins de cet amour dans nos vies. Cependant, l'Église a toujours reconnu comme saintes certaines personnes qui nous sont présentées comme des modèles de vertu et de sainteté. Plus que jamais, l'Église reconnaît l'importance inestimable de ces modèles. Le monde du sport nous présente des modèles de vigueur physique dans la personne de vedettes de hockey ou d'athlètes olympiques. Les médias nous présentent des modèles de beauté physique et de richesse. Mais que pouvons-nous dire au sujet des modèles de prière, de vertu et d'amour? L'Église nous propose d'imiter l'exemple des saints. L'Église est une famille. Certains membres de cette famille sont particulièrement motivants par leurs vies uniques. Ce sont des gens qui ont suivi radicalement Jésus et ont vécu une vie belle et même extraordinaire, en subissant souvent des oppositions, des persécutions, et même des menaces de mort. Lire la vie d'un saint c'est faire l'expérience du message de Jésus d'une façon concrète.

Tous les soirs, notre petite famille prend le temps d'étudier la vie d'un saint. Pour nos enfants, c'est une formidable occasion de voir les idées et les valeurs présentées dans la Bible en action. Mon saint préféré est Thomas More, un avocat anglais du XVIe siècle qui a été promu au poste de grand chancelier d'Angleterre sous le roi Henri VIII. Thomas a préféré subir l'emprisonnement et la mort par décapitation plutôt que de renier sa foi devant le roi. Pour moi, la vie de Thomas More témoigne de l'importance de proclamer la vérité dans un monde souvent gâché par le relativisme et l'intimidation politique. Notre deuxième fils est nommé après ce héros de la foi.

D'autres saints, comme Thomas d'Aquin et plus récemment le pape Jean-Paul II, sont reconnus pour leur génie intellectuel. Thérèse d'Avila et Jean de la Croix pour leur profonde vie de prière. Saint François d'Assise et saint Vincent de Paul sont reconnus pour leur vie de pauvreté radicale et pour leur désir de servir les plus démunis. Plus près de nous, les Canadiens français comptent parmi eux des saints canonisés, comme Marguerite d'Youville, fondatrice des Sœurs grises, et frère André Bessette, l'humble portier qui a fondé l'oratoire Saint Joseph à Montréal.

Plusieurs personnes ont eu une grande influence dans ma vie spirituelle. L'une d'elles est ma grand-mère paternelle. Elle mérite d'avoir son histoire dans un de ces livres de « la vie des saints » sous le nom de sainte Agnès du Manitoba. Malheureusement, je n'aurai jamais le temps ou l'énergie pour présenter sa cause de canonisation. Cependant, d'autres saints (comme Mère Teresa et Jean-Paul II) sont des contemporains. Je n'ai jamais eu la chance de les rencontrer personnellement, cependant ils sont des héros pour moi et pour plusieurs de mes pairs. Ils ont démontré que le message de Jésus n'est pas seulement un message du passé. C'est un message pour TOUTES les générations, un message pour aujourd'hui.

Dans un monde affecté par l'injustice, la haine, l'avidité et un manque de compassion, le besoin de témoins d'espérance et d'amour continue de grandir. C'est pourquoi l'Église est tellement active dans la proclamation des saints durant notre ère. Par exemple, au cours de ses 26 années de pontificat, Jean-Paul II a canonisé 482 personnes. Après seulement trois années de pontificat, le pape François a canonisé 36 personnes.

Nous venons récemment de célébrer la fête de la Toussaint (le 1er novembre). C'est le temps de l'année où l'on célèbre ceux qui ont répondu à l'appel de Jésus à aimer. Je prie pour que nous puissions tous répondre à cet appel en imitant les saints, ces témoins de la foi, de l'amour, et de la charité.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

Un nouvel honneur francophone pour Maria Chaput



photo : Amine Ellatify

Juste après la remise des insignes à Marie Chaput, symboles qui prouvent son adoubement dans la Compagnie des Cent-Associés. De gauche à droite : Florent Bilodeau, Maria Chaput, Marcelle Forest, Gabriel Forest et Normand Boisvert.

L'ancienne sénatrice libérale Maria Chaput est entrée le 8 décembre dans la Compagnie des Cent-Associés francophones, un organisme mis sur pied en 1979 dans le but d'honorer des « super bénévoles » engagés à long terme dans leur milieu communautaire respectif.

L'adoubement a été effectué par Florent Bilodeau, le représentant de la Compagnie des Cent-Associés pour le Manitoba, la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest. Il a tenu à souligner que l'hommage accordé à Mario Chaput reconnaissait « une grande dame de la francophonie manitobaine » et que les membres de l'organisme verraient en elle « une source d'inspiration ».

Pour leur part, Marcelle et Gabriel Forest, aussi engagés dans la Compagnie, ont ainsi résumé leur sentiment à l'égard de la récipiendaire : « Au Manitoba, on a été chanceux d'avoir Maria! ». Normand Boisvert, un autre membre de la Compagnie, a veillé à la bonne organisation de la cérémonie. Roxane Dupuis, une autre membre manitobaine de la Compagnie des Cent-Associés, était aussi présente. Elle incarnait la dimension plus jeune de cette vénérable institution.

Après avoir rappelé qu'elle avait pleinement grandi en français dans son Sainte-Anne-des-Chênes natal, Maria Chaput a noté : « Si je ne pouvais pas vivre en français, on m'enlèverait de l'oxygène pour vivre ».

Le Bonifacien Daniel Boissonneault a ensuite entonné le traditionnel « Elle a gagné ses épaulettes », repris en chœur par l'assistance, constituée d'une bonne cinquantaine de personnes réunies à la Maison des artistes visuels francophones, située dans l'ancien hôtel de ville de Saint-Boniface.

La réception a eu lieu dans le cadre du dévoilement par Francofonds des dix récipiendaires des subventions du Fonds du 150e de la Confédération canadienne. *La Liberté* reviendra sur le sujet dans son édition du 11 janvier 2017, justement dans la perspective des célébrations entourant cet anniversaire.

B. B.

À VOTRE SERVICE

SERVICES









AFM PLOMBERIE CHAUFFAGE
Résidentiel et commercial
(204) 231-4664
afm@mts.net
www.afmplumbingheating.com

41 ANS DE SERVICE PROFESSIONNEL DANS NOTRE COMMUNAUTÉ
Servicio en español | Service en français
RENÉE ROBIDOUX KAPITOLER
B.Comm.(Hons.)
Courtière immobilière
451-5000
renee.robidoux@gmail.com
ROBIDOUX REAL ESTATE & CONSULTING SERVICES
ROGER ROBIDOUX
B.A.
Courtier
981-8159








AVOCATS-NOTAIRES

Alain J. Hogue
AVOCAT ET NOTAIRE
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:
- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600



Avocats et notaires

Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière
Philippe Richer

247, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G6
Téléphone : 204 925–1900
Télécopieur : 204 925–1907
courriel : teflab@mymts.net

SERVICES





J. Guy Joubert
Barbara M. Shields
John B. Martens

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON s.r.l.
Tél.: (204) 957-0050 aikins.com





PAS LE TEMPS DE LIRE VOTRE JOURNAL?

PAS DE PROBLÈME, ÉCOUTEZ-LE!

100 %

NUMÉRIQUE | COULEUR | AUDIO

VOTRE JOURNAL SUR MOBILES ET TABLETTES POUR **25 $** PAR ANNÉE • WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

décembre 2016
vol. 57 | no° 4
www.aeusb.ca/le-reveil/

LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'ASSOCIATION ÉTUDIANTE DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-BONIFACE

LE RÉVEIL

LE JOURNAL QUI NOUS PARLE ET QUI PARLE DE NOUS

SOMMAIRE


ACTUALITÉ



UNIVERSITÉ


VIE ÉTUDIANTE


Photo : Gracieuseté AEUSB

RENDEZ-VOUS À LA PAGE 8 POUR LE PHOTO-REPORTAGE DE CETTE SOIRÉE!

Au bal masqué ohé ohé de l'USB!

C'est avec enthousiasme que les membres de l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface ont accueilli des étudiants dans le Centre étudiant Étienne-Gaboury le 25 novembre dernier pour la fête de fin de semestre : la Mascarade! Grâce aux costumes audacieux et aux masques originaux des invités, l'ambiance était mystérieuse et festive dû à l'entrainante musique jouée par le DJ placé au cœur de la salle. Il y avait de la nourriture comme ce n'est pas possible! Gratuite en plus!... des ailes de poulet, des fruits, des légumes, des croustilles avec humus et pleins d'autres petites gourmandises appréciées de tous. De plus, il y avait un bar où les étudiants pouvaient s'acheter des boissons alcoolisées à prix réduit. Au deuxième étage du Centre, les invités ont pu se faire prendre en photo par les membres de l'Association étudiante et ils en ont bien profité!

L'équipe

LE RÉVEIL

RÉDACTEUR EN CHEF

Simon **LAFORTUNE**



JOURNALISTES

Simon **LAFORTUNE**



Émilie **MORIER-ROY**



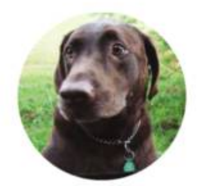
Sébastien **PELLETIER**



Cheick **TRAORE**



Adwoa **OSEI-BONSU**



Véronic **BEAUDRY**



COORDINATRICE DES MÉDIAS ÉTUDIANTS

Sarah **GAGNÉ**



GRAPHISME

La Liberté Communication



PRODUCTION AEUSB



Contactez-nous : coordination des médias étudiants de l'AEUSB
(204) 237-1818, poste 416 | aemedias@monusb.ca

aeusb.ca/le-reveil/

Le Réveil est le journal étudiant de l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface. Il est indépendant et est financé par les étudiantes et les étudiants inscrits à l'USB. Il est alimenté par le dynamisme des jeunes journalistes et contributeurs de la communauté universitaire de Saint-Boniface.

En accord avec sa charte éditoriale et sa politique publicitaire, le journal se réserve le droit de ne pas publier une contribution ou une promotion à caractère raciste, sexiste, homophobe ou diffamatoire. Les opinions exprimées dans les contributions de tout genre sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion du journal ou de ses collaborateurs.

Le Réveil est distribué à travers *La Liberté* au Manitoba, en édition papier et numérique.

Éditorial



Simon Lafortune
aemedias@monusb.ca

Libre comme l'air

Liberté.

Ce que certains recherchent, ce que d'autres détiennent pour la vie.

Celle qui nous tend sa perche et que plusieurs tiennent pour acquis.

Vous voyez, dans une démocratie, il est facile de voir la liberté comme un automatisme.

Comme un principe si essentiel qu'il en devient normalisé.

Comme la couleur du ciel, l'air que l'on respire ou la terre sous nos pieds.

Dans un pays comme le nôtre, les gens ont tendance à ne pas le réaliser, mais partout dans le monde de nombreuses personnes se battent pour un semblant de liberté.

Et d'autres se battent pour s'assurer de s'en débarrasser.

Parce qu'une société sans liberté est facilement manipulée. Voilà bien sûr le danger d'un régime autoritaire. Telle une serrure fermée à clé dans un monde qui semble de plus en plus ouvert.

Vous me direz que, heureusement, on ne peut trouver ces dictatures qu'en traversant la mer.

Qu'en Amérique du Nord, nous sommes hors d'atteinte de ce genre d'affaire.

Mais est-ce réellement le cas?

Parce que tous les jours, même ici, la liberté prend le pas.

La liberté de l'un empiète sur celle des autres.

Chez nos voisins du Sud, la liberté de religion empêche parfois toute autre vision des choses. Elle entache le système d'éducation en enseignant que l'évolution n'est qu'une invention.

Elle permet à un commerçant de ne pas servir un homosexuel à cause de son orientation. Ou de voir une jeune fille de quinze ans qui avorte comme une abomination.

Certes, il est facile d'excuser cela en se disant que chacun a droit à son opinion.

Que n'importe qui, peu importe sa fermeture d'esprit, peut voir le monde à sa façon.

Mais de forcer son opinion sur les autres par imposition vient, selon moi, brimer la plus importante des libertés :

La liberté d'expression.

Elle se loge dans nos actions, nos positions et les vêtements que nous portons.

Dans nos habitudes, nos platitudes et nos émotions.

C'est elle qui permet à un artiste d'étaler son talent au grand public, à travers son pinceau, sa voix ou son jeu théâtral.

Ou à un étudiant comme moi d'écrire ses pensées dans ce soi-disant éditorial.

Voilà la seule et unique liberté qui nous est immuable.

Que chacun de nous se doit de protéger.

Mais s'il y a bien une chose qui est irréfutable.

C'est que personne, non personne, ne peut s'en emparer.

Actualité

On en a déjà assez pris...



Simon LAFORTUNE

aemedias@monusb.ca

Depuis maintenant plusieurs mois, des manifestations font rage près de la réserve autochtone Sioux de Standing Rock, au Dakota du Nord. En raison de la récente couverture médiatique du scandale entourant le Dakota Access Pipeline, il me semblait important de faire le point sur les évènements ayant mené à la situation précaire actuelle.



Photo : Reuters / Andrew Cullen

Depuis maintenant plusieurs mois, des milliers de gens de partout aux États-Unis manifestent contre la construction d'un pipeline traversant la réserve Sioux de Standing Rock au Dakota du Nord.

C'est donc en juillet 2014 que ce projet de 3,7 milliards de dollars fut divulgué au grand public. Ce pipeline de plus de 1 800 km, s'allongeant à travers quatre états (le Dakota du Nord, le Dakota du Sud, l'Iowa et l'Illinois), avait pour but de faciliter la transportation de pétrole dans le Midwest des États-Unis.

D'emblée, plusieurs protestataires ne voyaient en ce plan qu'une simple répétition du Keystone XL, un projet de pipeline canado-américain qui avait été accepté par le congrès républicain pour ensuite être annulé par le droit de veto du Président Barack Obama.

Comme avec le Keystone XL, les activistes environnementaux voyaient dès le départ un grave problème avec le Dakota Access Pipeline.

La construction d'un oléoduc hors terre suscite toujours plusieurs inquiétudes quant à l'impact que peuvent avoir les changements de température drastiques. Dans un climat fluctuant comme celui du Nord des États-Unis, où les étés sont chauds et les hivers rudes, un pipeline de ce genre pourrait facilement être abîmé, causant des fuites pouvant endommager l'écosystème environnant.

Bien entendu, les conséquences environnementales ne sont pas à négliger. Mais des pipeline de pétroles de la sorte sont construits partout aux États-Unis tous les ans sans nécessairement causer un tel émoi populaire.

Par contre, lorsque ceux-ci passent à travers une réserve autochtone supposément protégée par le gouvernement fédéral, il est normal qu'on s'attende à ce que la population réagisse.

Depuis l'été dernier, le nombre de manifestants grandit de jour en jour. On les compte maintenant par milliers, parfois venus des quatre coins du pays pour prêter main-forte à la communauté Sioux de Standing Rock.

Plusieurs manifestations du genre se sont récemment déroulées partout en Amérique du Nord. Les gens de Seattle, Los Angeles, Montréal et ici à Winnipeg se sont révoltés pacifiquement pour démontrer leur solidarité envers la cause de ce peuple autochtone.

N'est-ce pas ironique justement que le lieu en question se nomme Standing Rock? Comme le dernier pilier se tenant debout devant l'abus et la négligence du gouvernement.

Parce que le fiasco du Dakota Access Pipeline n'a certainement pas commencé là! Plusieurs accusations de corruption et de favoritisme politique sont aussi venues entacher le processus de construction.

À commencer par les actions déplorables du gouverneur de l'Iowa, Terry Branstad, qui rejeta du revers de la main de nombreuses pétitions de ses propres concitoyens demandant à bloquer le projet.

En effet, pour que le pipeline soit construit, le gouvernement devait utiliser la loi sur l'*eminent domaine* (ou l'expropriation pour cause d'utilité publique) permettant à des entités gouvernementales de se rapproprier les terres privées de n'importe qui afin de les mettre au service de l'État.

De nombreux citoyens de l'Iowa poursuivirent le gouvernement pour atteinte à la propriété privée, mais aucune de ces poursuites n'avait porté des fruits.

Des plaintes de conflit d'intérêts furent déposées contre le gouverneur Branstad concernant ses liens directs avec plusieurs membres du conseil administratif de la compagnie de construction Energy Transfer Partners, responsable du projet Dakota Access Pipeline.

Le représentant Nick Wagner de l'Iowa Utilities Board (un comité devant donner son approbation pour le projet) se vit émettre un avis lui demandant de se récuser au moment du vote final en raison d'un conflit d'intérêt évident, chose qu'il refusa promptement.

Il représenta ensuite le vote décisif qui mit officiellement le projet sur les rails.

It's all politics, n'est-ce pas?

Mais ces pratiques lamentables ne s'arrêtent pas là...

En mai 2015, un propriétaire d'un terrain près de Des Moines en Iowa, où le pipeline était censé passer, avait accusé l'entrepreneur de construction de son comté d'avoir tenté de le convaincre de coopérer en lui offrant les services d'une prostituée juvénile! Rien de moins!

Le fait que le projet du Dakota Access Pipeline vienne enfreindre les terres de la communauté autochtone de Standing Rock ne serait donc qu'une goutte dans un océan noir-pétrole.

N'en demeure pas moins que c'est là que réside la plus grande transgression du gouvernement dans ce dossier.

Venant d'un pays ayant négligé, voire ignoré les droits des autochtones tout au long de son histoire, ce n'est cependant pas surprenant.

À quoi serviraient donc les lois protégeant les terres et les tribus indigènes si elles peuvent être mises de côté par n'importe quelle compagnie pétrolière passant par là?

Je me permets aussi de poser la question suivante : si, par exemple, ces mêmes terres appartenaient à une communauté religieuse catholique ayant clairement stipulé les lieux comme étant sacrés et hors d'atteinte, un pipeline aurait-il pu y être construit?

Je crois que nous savons tous malheureusement la réponse à cette question.

Après toutes ces années, il serait grand temps pour nous tous de respecter et d'honorer les droits des autochtones à tous les niveaux.

On en a déjà assez pris...

Université

La santé mentale à l'USB : Une priorité pour tous



Émilie MORIER-ROY

aemedias@monusb.ca

Lors de la semaine de la santé mentale qui a eu lieu du 14 au 20 novembre dernier, une pétition était en circulation à l'USB pour demander à l'administration de l'Université de mettre en place des services de santé mentale accessibles, diversifiés et multidimensionnels pour ses étudiants.



Photo : Émilie Morier-Roy

Pétition et items promotionnels pour la campagne de santé mentale organisée par l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface.

L'Université de Saint-Boniface offre un service d'orientation pédagogique à ses étudiants par l'entremise de consultations avec un des deux orienteurs, Janina MazurKiewicz ou Daniel Trudel. Le Service d'accessibilité aux études, géré par Jocelyne Gagnon, offre également des services particuliers à une personne qui a des difficultés d'apprentissage, une incapacité physique ou des troubles de santé mentale.

Par contre, l'ensemble de ces deux services ne semble pas combler les mêmes besoins que le pourrait un service de counseling.

Plusieurs étudiants se demandent pourquoi ce type de service n'est pas offert à l'USB alors que l'Université du Manitoba, l'Université de Winnipeg, l'Université de Brandon ainsi que la Canadian Mennonite University fournissent des services de santé mentale gratuits et très personnalisés à leur population étudiante.

Lorsqu'elle fut interrogée sur l'importance de services spécialisés de santé mentale offerts à l'USB, Josée Michaud, étudiante en première année à la Faculté d'éducation, mentionna que « plusieurs étudiants pourraient profiter de ces services et certains en ont peut-être même vraiment besoin. Ce serait dans le meilleur intérêt de tout le monde de faire de la santé mentale une priorité ».

Annabelle Lévesque, professeure de psychologie ici à l'USB, nous explique que la santé mentale « représente une problématique importante qui touche les étudiantes et étudiants universitaires à l'échelle canadienne. Les changements qui accompagnent la transition vers la vie universitaire, en plus du stress lié aux études, représentent des facteurs de risque qui menacent le bienêtre mental des jeunes adultes ».

Les problèmes de santé mentale peuvent donc avoir des répercussions sur le parcours académique et le choix de carrière des étudiantes et étudiants. Il semble alors primordial que ces derniers puissent avoir accès à du soutien en santé mentale afin d'éviter que les problèmes auxquels ils font face ne prennent trop d'ampleur.

En effet, ce n'est pas un secret que les étudiants sont dans des situations stressantes, qu'elles soient reliées aux finances, à la surcharge de travail, aux choix difficiles auxquels ils font face, et bien d'autres encore.

Les troubles mentaux tels que l'anxiété ne menacent pas seulement les étudiants. Cependant, c'est vers l'âge de dix-huit ans que se développe ce genre de problème chez la majorité des gens affectés. Selon Paul Brochu, professeur de sociologie, la santé mentale est même une question de vie dans notre société. « Il est évident que la santé est devenue un paramètre de la vie contemporaine. Nos sociétés incitent constamment les citoyens à bien manger, à cesser de fumer, à faire attention au surpoids, etc. Ainsi, si l'on accorde une telle importance à la santé physique, pour quelle raison faudrait-il délaisser la santé mentale? »

Les conditions de la vie contemporaine, telles que le stress, les incertitudes et la perte de repères, favoriseraient donc particulièrement des symptômes de maladie mentale. Nos communautés ne sont donc pas à l'abri de ces risques.

En septembre 2016, l'USB a mené une étude approfondie afin de mieux connaitre l'état de la situation actuelle sur le campus et de développer un plan à moyen-terme.

Afin de mieux comprendre l'ampleur de la situation, nous avons rencontré le Directeur des services aux étudiants, Christian Perron, alors responsable par intérim du dossier. « Au début de 2017, nous mettrons sur pied un comité consultatif constitué d'étudiants, d'experts et d'intervenants communautaires afin de mieux savoir qu'elle serait la meilleure manière de procéder. »

« Le prochain objectif sera donc de mettre en place la meilleure solution à long terme qui servira le mieux possible les besoins de la population étudiante de l'Université de Saint-Boniface. Nous réalisons certainement à quel point cela est important et il faut s'assurer de bien encadrer les étudiants souffrant de ce genre de problèmes », ajoute-t-il.

Donc, selon Christian Perron, nous pouvons nous attendre à voir un avancement dans ce dossier.

D'ailleurs, au moment d'imprimer cette édition du *Réveil,* M. Perron venait tout juste d'être officiellement nommé responsable du dossier et annonçait une stratégie concrète afin d'assurer l'offre de services professionnels en santé mentale à l'USB. Un dossier que *Le Réveil* continuera de suivre de près.

Université

Un devoir hors de l'ordinaire pour les étudiantes et étudiants en administration des affaires



Sébastien PELLETIER
et
Cheick TRAORE
aemedias@monusb.ca

Dans le contexte d'un cours visant l'amélioration des techniques de communication d'affaires, les étudiants dans le programme d'administration des affaires ont eu l'occasion en or d'assister le 16 novembre dernier à la soirée d'entrepreneurship de la Chambre de commerce de Saint-Boniface au Fort Gibraltar.



Photo : Gracieuseté Paulette Desaulniers

Ces quatre étudiants dans le programme d'administration des affaires de l'Université de Saint-Boniface ont assisté à la soirée d'entrepreneurship, le 16 novembre dernier.

Le programme d'administration des affaires comprend le cours *Business Communication* enseigné par Robert Tétrault, gestionnaire de portfolios financiers du Tétrault Wealth Advisory Group et homme d'affaires accompli vivant à Saint-Boniface. Le cours de M.Tétrault vise à offrir aux étudiants une perspective plus pratique et tangible du monde des affaires leur permettant ainsi de se familiariser avec celui-ci.

Le directeur de l'école d'administration des affaires, Faiçal Zellama, en partenariat avec M.Tétrault, a organisé la présence des étudiants de la classe de *Business Communication* à la soirée d'entrepreneurship. Ce n'était cependant pas simplement une opportunité pour les élèves de M.Tetrault de se vêtir de manière appropriée et professionnelle avec leurs plus beaux habits et de passer du bon temps. Il s'agissait également d'une chance inouïe de mettre en pratique les techniques de communication apprises en classe.

« Je tiens à remercier Faiçal Zellama et Robert Tétrault d'avoir permis à notre classe d'assister à la soirée d'entrepreneurship. C'était une opportunité incroyable d'interagir avec la communauté de commerce francophone ici à Saint-Boniface. Je trouve que de nos jours, le réseautage est impératif et j'apprécie énormément toute opportunité de faire des connexions », relate Marco Dumontier, étudiant en 3e année au programme d'administration des affaires.

En effet, M.Tetrault a donné comme tâche à ses élèves de dialoguer avec des entrepreneurs assistant à la soirée, d'obtenir leurs cartes professionnelles et de lui faire ensuite parvenir par courriel un bref compte-rendu du déroulement de la conversation. Cette consigne avait pour but d'inciter les élèves à saisir l'opportunité qui leur était présentée et d'initier ce qui pourrait facilement être leur première activité de réseautage.

« Cette soirée nous a permis de rencontrer de potentiels employeurs futurs et, pour cette raison, je crois donc que différents programmes à l'Université bénéficieraient de l'incorporation d'évènements en lien avec les programmes choisis dans le but d'aider et de motiver les étudiants », mentionne Laïssa Pamou, aussi une étudiante en 3e année au programme d'administration des affaires.

Durant la soirée, nous avons pu observer une trentaine de jeunes étudiants enjoués et déterminés à en apprendre davantage sur le monde des affaires en train de discuter avec les membres de la Chambre de commerce francophone et les jeunes entrepreneurs présents pour la remise des prix d'entrepreneurship. Parmi ceux-ci, nous avons décerné quatre prix de jeunesse aux entrepreneurs de 18 à 35 ans qui se sont montrés particulièrement attentifs aux besoins de leurs clientèles. Les prix d'innovation ont été remportés par Jean Mark Champagne-Brunet, le PDG d'une compagnie de réparation de parebrises, Glass Lab Inc. et le second a été remporté par Matthieu Manaigre, le PDG de la société informatique, Avenir IT. Venait ensuite le prix environnement remporté par Andréanne Dandeneau et sa compagnie de vêtements Voilà par Andréanne. Finalement, Janelle et Jérémie Wookey de Wookey Films ont remporté le prix communautaire de cette soirée.

Yaye Anna Ndiaye, étudiante en 4e année au programme d'administration des affaires, nous partage son point de vue : « J'ai trouvé que cette idée était vraiment brillante, car le souci majeur des étudiants est la recherche d'emploi et cet événement était justement l'occasion de vendre nos habiletés pratiques et de sortir de notre zone de confort. De plus, l'enseignant nous a donné pas mal de conseils pour interagir efficacement lors de la soirée. »

Vu le succès de la soirée d'entrepreneurship pour les étudiants, ces derniers ont invité les administrateurs de l'Université à incorporer des sorties pédagogiques semblables au curriculum du programme d'administration des affaires en plus des stages existants à partir de la troisième année du baccalauréat.

Nous pensons également que l'opportunité de vivre une telle expérience pratique au début d'un programme est une bonne façon de motiver les étudiants à poursuivre leurs études dans le programme choisi ainsi que de leur inculquer un savoir-faire concret dans leurs disciplines respectives, d'approfondir leur savoir et d'agrandir leur soif de connaissance.

Nous pouvons dire que c'était là une occasion pour les passionnés d'affaires d'être véritablement submergés dans le monde du commerce. En effet, les livres de cours et les stylos ont été troqués pour des connaissances pratiques, de l'intelligence sociale et du savoir-faire. L'on espère que les apprentis en affaires en ont profité pour tirer des leçons importantes dans le cadre de leur future profession.

L'on peut en venir à se demander s'il serait intéressant que de telles initiatives étaient adoptées dans d'autres programmes universitaires. Il serait sans aucun doute avantageux, à titre d'exemple, pour les étudiants dans les programmes de sports de faire la connaissance d'entraineurs professionnels de renommée ou pour les étudiants de science d'assister à des conférences scientifiques en rapport avec la matière à l'étude.

Quoi qu'il en soit, les étudiants de la classe de *Business Communication* s'entendent pour dire que cette opportunité fût bénéfique et qu'ils seront désormais mieux préparés à affronter le monde des affaires.

Arts et culture

Une saveur d'Afrique de l'Ouest dans vos assiettes



Cheick TRAORE

aemedias@monusb.ca

Afrik Douman est un service de restauration spécialisé dans la préparation de mets ouest-africains. C'est au mois d'août dernier que cinq anciens étudiants de l'Université de Saint-Boniface, Fatoumata Hétié, Abdel Dagnoko, Salimatou Coulibaly, Brice Diabouga et Moly Kinre, ont réalisé leur initiative de servir des cuisines authentiques dans la ville de Winnipeg. Nous avons donc eu l'opportunité de partager quelques mots avec Abdel Dagnoko, l'un des propriétaires d'Afrik Douman, qui est également le chargé de communication de la chaine de restauration.

Abdel nous explique que lui et son équipe sont passés par bien des défis avant de pouvoir ouvrir Afrik Douman, ce qui leur a pris deux ans : « Il y avait énormément de difficultés lors de l'ouverture d'Afrik Douman, car nous devions tout d'abord obtenir différentes certifications et nous devions aussi trouver un moyen efficace de nous faire connaitre par la clientèle. »

En effet, il nous explique qu'il était important de trouver des clients aussi bien étrangers que canadiens. Naturellement, le marché de la restauration étant très compétitif, ça peut prendre pas mal de temps avant de se faire des clients réguliers.

Abdel ne manque pas de nous rappeler que le restaurant s'occupe aussi de faire des livraisons en grande quantité pour des évènements comme des mariages ou des évènements culturels.

Actuellement, le restaurant ne possède pas de locaux où les clients ont l'opportunité de déguster leurs plats autour d'une table. Il ne s'agit pour le moment que d'un service de livraison.

Quand nous lui avons posé la question quant à leur projet d'expansion, Abdel nous a répondu que « pour le moment, notre objectif est d'impressionner nos clients avec de la nourriture de qualité et des services irréprochables. Au moment opportun, nous ouvrirons des locaux où les gens pourront profiter d'un bon moment avec leur famille et leurs amis. Nous avons encore besoin de temps pour y arriver, mais nous y serons. »

Il a montré beaucoup d'optimisme quant à l'expansion du restaurant. Il expliqua par ce fait que leur équipe a débuté en faisant souvent des plats pour leurs amis. Ils n'avaient alors qu'une douzaine de clients. Comparé à cette époque, on peut dire que son équipe a fait un bond vers l'avant impressionnant.

Ce qui est, selon lui, l'un de leurs plus grands avantages est le fait qu'il n'y ait pas d'autre chaine de restauration qui s'occupe de la préparation de mets purement ouest-africains.

Le restaurant mettra d'ailleurs en place une stratégie particulière pour regrouper sa clientèle lors d'un évènement sportif très attendu, la Coupe d'Afrique des Nations : « Beaucoup de gens adorent le football, alors nous comptons les accueillir dans nos locaux lors des matchs. Pendant le tournoi, on aménagera les lieux de telle sorte que les fans de football puissent venir regarder leur équipe favorite tout en dégustant de bons plats. »

À l'Université de Saint-Boniface, nous avons aussi eu l'opportunité de parler avec des étudiants qui commandent régulièrement des plats à Afrik Douman.

« La nourriture est excellente et le service est rapide et de qualité. Je commande très souvent du Dibi (viande de mouton grillée) et je suis vraiment satisfaite des plats qu'on y sert », affirme Marie Rosette Mikulu, étudiante de 2e année en gestion du tourisme.

De ce fait, Abdel nous explique qu'il est souvent difficile de proposer des plats qui sont typiques d'une ethnie en particulier. Pour satisfaire une large variété de clientèle, il est primordial de proposer des plats qui plaisent simultanément à beaucoup de gens. Il prend pour exemple des plats ayant une grande popularité en Afrique de l'Ouest, tels que l'atiéké, les viandes grillées, les bananes plantains, etc.

Axelle Lokossué est une autre étudiante sur qui le restaurant a fait une bonne impression. Elle nous dit : « J'ai vraiment adoré la nourriture qu'ils livrent. Lors de la commande, on est traité avec courtoisie et politesse, la livraison est très rapide et beaucoup des plats viennent de mon pays d'origine, donc je suis vraiment satisfaite. »

C'est avec passion et engouement que ces jeunes entrepreneurs se sont lancés dans le rude monde des affaires. Ils ont eu l'audace de s'attaquer à un marché très concurrentiel et ils prévoient très bientôt mener leur projet sur une toute autre échelle. Afrik Douman agit donc comme un exemple qui pourrait pousser d'autres jeunes étudiants et étudiantes à avoir la confiance de se lancer en affaires.

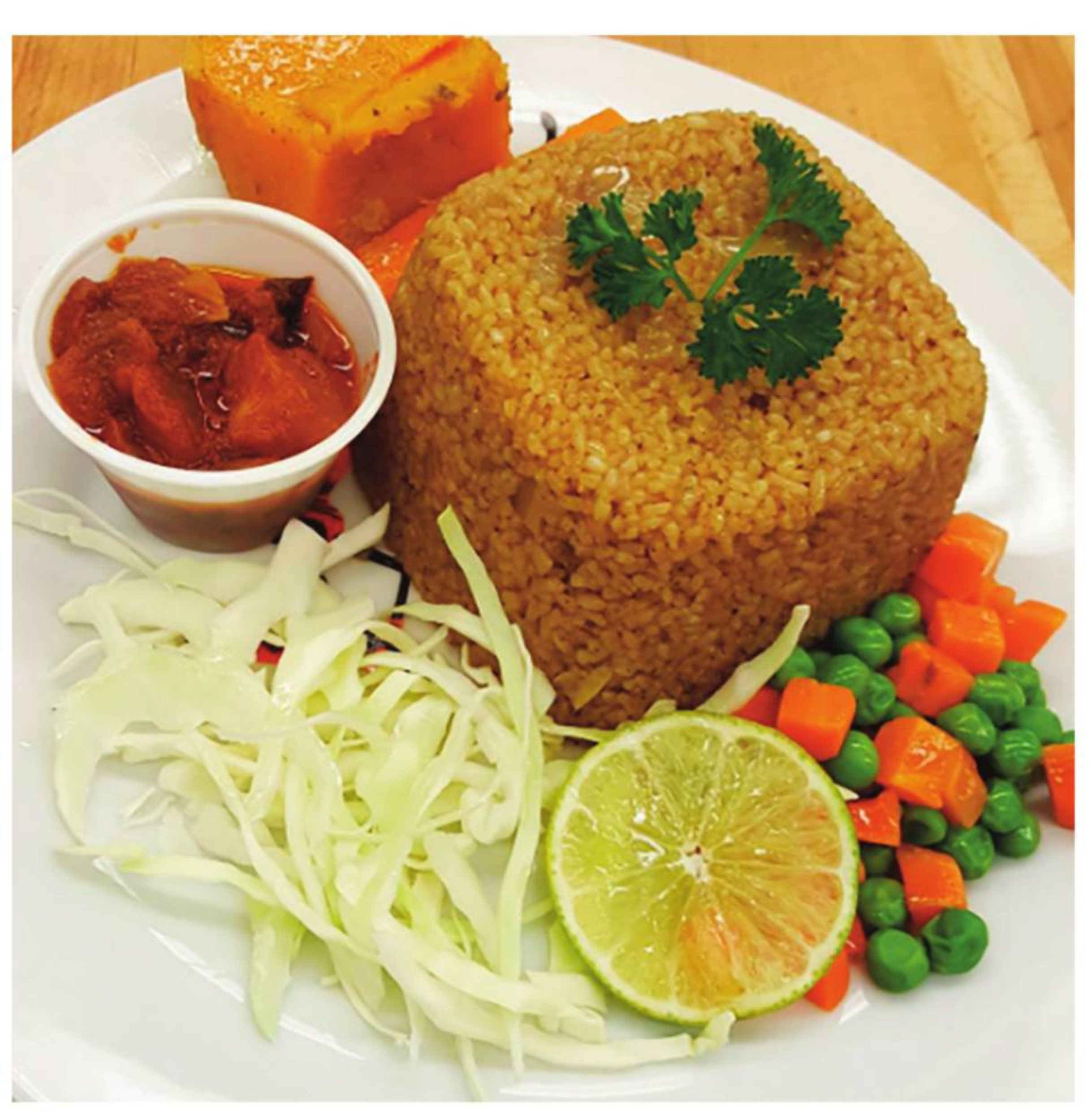
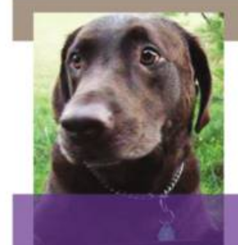


Photo : Site web d'Afrik' Douman

Le « Tiep », un plat traditionnel de l'Afrique de l'Ouest, est servi quotidiennement au restaurant Afrik' Douman.

Vie étudiante

À la rencontre de Tadens Mpwene!



Adwoa OSEI-BONSU

aemedias@monusb.ca

L'équipe du *Réveil* a eu la chance de rencontrer Tadens Mpwene, caricaturiste pour le journal *Réveil* et étudiant à temps plein à l'Université de Saint-Boniface (USB) en deuxième année en administration des affaires, afin d'apprendre à mieux le connaitre et d'en savoir plus au sujet de sa passion.

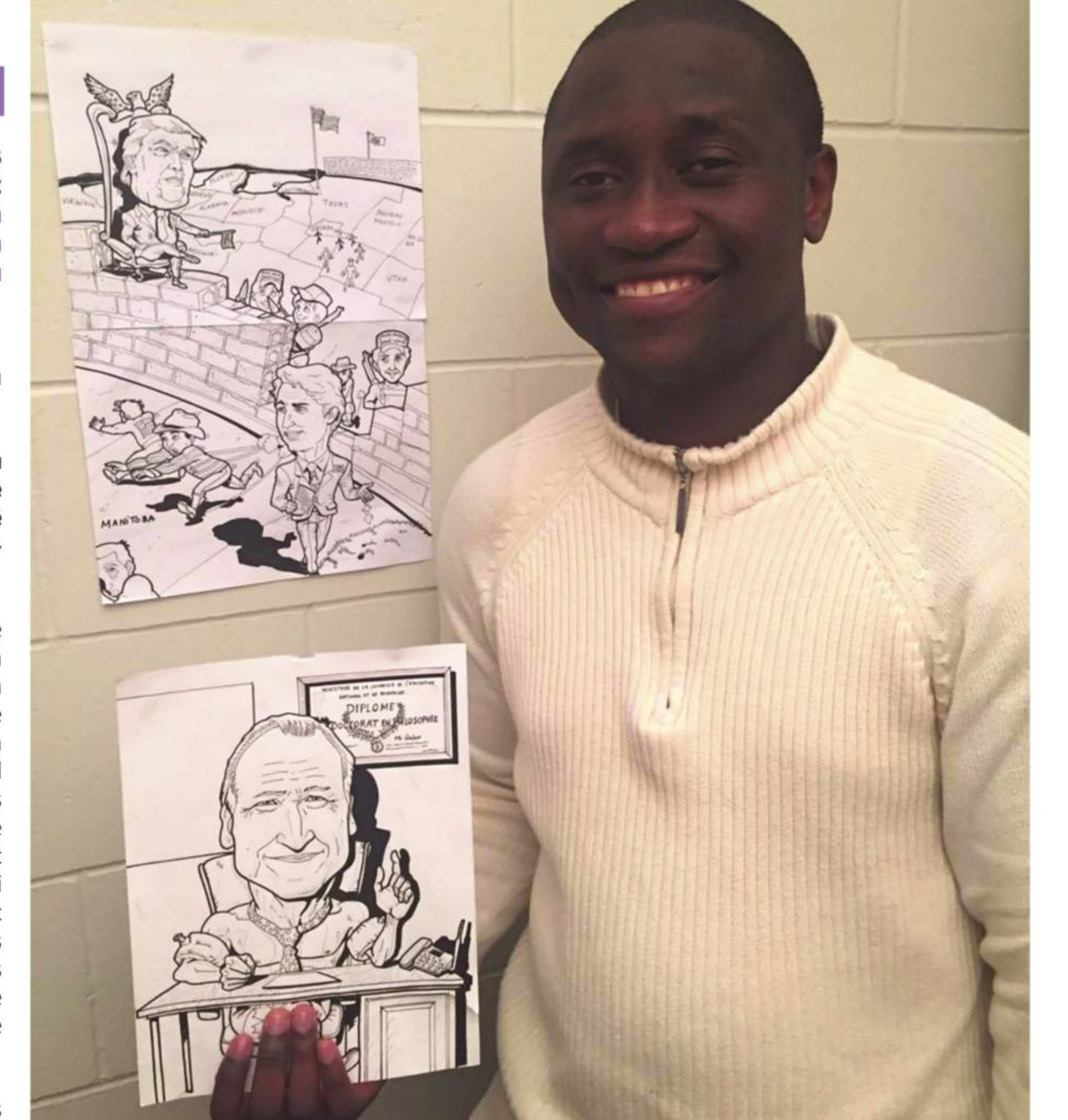


photo : Adwoa Osei-Bonsu

Tadens Mpwene.

Tu es originaire de Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo. Qu'est-ce qui t'as amené au Manitoba?

Pour les études, avant tout, parce que j'ai quelques projets et j'ai trouvé que les programmes que l'USB propose pourront m'aider à réaliser mes projets et à les concrétiser.

Quels sont donc ces projets à concrétiser?

Je devrai d'abord acquérir les connaissances en ce qui concerne la gestion des entreprises. Quelque chose qui peut m'aider à créer quelque chose d'indépendant. J'aimerais me lancer en affaires.

D'où vient ta passion pour le dessin?

Je pense que je l'ai toujours eue en moi. Je me rappelle que dès mon très jeune âge, mon papa me montrait comment dessiner une voiture et je faisais déjà mes premiers dessins dès l'âge de 4 ans. Je crois que c'était une Tortue-ninja. J'étais influencé par les images de dessins animés comme le *Club Dorothée* et les Mangas. Je m'entrainais en regardant ces dessins. C'est une passion qui est née comme ça.

Chaque fois que je voyais un dessin animé, surtout si ça m'intéressait ou si c'était populaire, j'analysais les dessins et j'essayais de reproduire ce que je voyais.

À quel âge as-tu réalisé que c'était peut-être un réel talent que tu détenais?

À partir de l'âge de 11 ans, en 6e année du primaire, je commençais à dessiner quelques dessins en rapport avec les cours comme l'anatomie et la botanique. Certains professeurs me sollicitaient pour les aider avec la représentation de certains objets comme les os ou le squelette.

Avant que tu arrives au Manitoba, ton talent de dessinateur t'avait-il attiré des opportunités professionnelles

En fait, j'ai eu une seule opportunité. C'était quelqu'un que je connaissais bien. Il m'a proposé de faire une bande dessinée en rapport avec la protection de l'environnement. Il y a quelques espèces protégées au Congo comme l'okapi et le gorille des montagnes qui sont en voie de disparition. C'est lui qui m'avait fourni les scénarios et moi je ne faisais qu'élaborer les dessins. C'est là que je me suis intéressé un peu plus à la bande dessinée, les différents genres de plans, comment les réaliser, etc.

À ce moment-là aussi je faisais le cours des beaux-arts au secondaire, mais j'étais plus plongé dans la peinture. En plus des cours généraux, il y avait des cours en rapport avec les dessins comme les cours de croquis et les techniques de bases.

Ayant réussi à marier les études, ta passion et ton travail en tant qu'artiste, tu es maintenant sollicité par plusieurs à Winnipeg! Tu dessines pour le *Réveil* et *La Liberté* et tu as même fait des caricatures pour l'Exposition culturelle de l'USB il y a quelques semaines. Comment as-tu fait connaitre tes différentes œuvres à la communauté?

Quand je suis venu ici, l'objectif que je m'étais fixé était les études. Mais une fois, à la bibliothèque, mon nouvel ami Eriko a vu ce que je faisais et il m'a dit que le Réveil cherchait un caricaturiste et que je devrais tenter ma chance!

La première fois qu'il m'a parlé de ça, j'avais minimisé un peu l'offre. Je me suis dit : « Je suis venu pour étudier, est-ce que ça en vaut vraiment la peine? » Après quelques temps, après réflexion, je me suis dit : « Mais pourquoi ne pas exploiter ça? On ne sait jamais. »

Je suis donc venu avec lui au bureau du *Réveil*, et on m'a donné cette opportunité. C'est à partir de là que j'ai prouvé de quoi j'étais capable et tout a commencé. En venant au Canada, je n'avais pas l'intention de faire du dessin comme profession. J'étais un peu découragé par rapport aux réalités qui s'offraient à moi.

Pour quelles raisons te sentais-tu si découragé dans ton ancien pays?

Je ne voyais pas qu'il y avait un avenir dans cette profession. Je ne me voyais pas vivre avec ça et émerger dans le domaine. Parce que même si j'avais du talent, ça ne suffisait pas pour réussir. C'est différent ici.

Ici, il suffit d'avoir du talent et d'être sérieux. Tout va bien si vous êtes sérieux dans ce que vous faites. Là où je viens, sans pointer quiconque du doigt, même si vous avez du talent et que vous êtes sérieux, si vous n'avez pas les bonnes connexions, vous n'allez pas évoluer.

Tu dessines également des caricatures pour *La Liberté* au sujet d'un étudiant international qui arrive au Canada et qui découvre le Manitoba avec toutes ses beautés et ses défis. Te reconnais-tu dans le personnage que tu dessines?

En partie, parce que j'ai vécu le choc culturel. Le froid, entre autres. C'est la première fois que j'ai vécu la neige. C'est resté ancré dans ma tête pour toujours. J'ai eu un peu de mal à m'adapter au départ.

Quels sont tes rêves professionnels? Que vois-tu dans l'avenir

C'est d'abord de créer quelque chose qui pourra me permettre d'être à l'aise financièrement, mais aussi d'apporter de l'aide aux autres. Une petite entreprise. Mais surtout de faire ma part en tant qu'être humain.

J'aimerais bien atteindre le niveau de Hergé avec *Tintin* ou *Spirou*. Ce sont des gens qui sont disparus depuis longtemps, mais qui nous ont marqués à jamais à travers leurs dessins.

Soirée mascarade à l'USB



Un grand merci aux membres de l'Association étudiante de l'USB pour avoir mis en place une station où les étudiants ont pu se faire prendre en photo. Tout le monde en a profité pour bien exploiter leurs compétences de mannequins. Bravo à tous ceux et celles qui ont porté des masques, des beaux habits et qui prennent la vie étudiante à cœur! Quelle superbe soirée!

Texte : Véronic BEAUDRY
Photos : Gracieuseté AEUSB